



**LES JOURNALISTES,**

**BÊTES NOIRES**

**DE LA MAFIA**

**REPORTERS  
SANS FRONTIÈRES**  
POUR LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION



# SOMMAIRE

## **Avant-propos** 4

*Se taire ou mourir*

## **Terminologie du crime** 6

*Mafias, cartels et crime organisé*

Typologie de la menace en quelques chiffres

## **1. La découverte de l'Europe mafieuse** 8

### **▼ Trois pays européens frappés au coeur en moins d'un an** 8

- Slovaquie : Jan Kuciak ne dérangeait pas seulement la 'Ndrangheta
- Malte : Daphne Caruana Galizia, symbole des pressions exercées sur les journalistes d'investigation
- Bulgarie : l'assassinat d'un 3<sup>e</sup> journaliste en cours d'investigation

### **▼ L'étau mafieux se resserre dans de nombreux pays d'Europe** 12

- En Italie, Saviano, Borrometi et 194 autres
- Deux journalistes sous protection 24h/24 aux Pays-Bas
- La France n'y échappe pas

### **▼ Les journalistes des Balkans face à la pieuvre russe** 19

- Le cas de Jovo Martinovic au Monténégro
- Albanie : dénigrée, harcelée, menacée, Alida Tota persiste et signe

### **▼ Le soft control ou la mainmise sur les médias** 20

- L'empire médiatique d'un oligarque et député bulgare

## **2. Attention, sujets intouchables** 22

### **▼ Drogue : les cartels sans pitié avec les journalistes** 22

- Au moins 32 journalistes mexicains tués par des groupes mafieux depuis 2012
- Colombie : zones interdites

### **▼ Les journalistes environnementaux dans le collimateur des mafias locales** 24

- En Inde, la mafia du sable sème la mort



- Les journalistes cambodgiens face au pillage des ressources
- Quand John Grobler croise la route de la Cosa Nostra en Namibie

▼ **La corruption : mafias et hommes d'affaires véreux ligüés pour faire taire les journalistes** 27

- Pologne : Tomasz Piatek face aux réseaux russes
- Russie : politiques et porte-flingues
- Turquie : la liste noire d'un mafieux partisan

▼ **Quand les yakuzas imposent le silence dans les rédactions japonaises** 30

- « Yakuza », le nom qu'il ne faut pas prononcer
- Interview du journaliste américain Jake Adelstein :  
« *Les yakuzas utilisent les médias comme outil de pression* »

**3. Quelles réponses face à la menace mafieuse ?** 33

▼ **La protection de l'Etat... parfois insuffisante** 33

- Mexique : des mesures de protection partielles
- Italie : de la vigilance au chantage
- Slovaquie : protégé quelques semaines
- Lutte contre l'impunité : de la nécessité d'enquêtes approfondies

▼ **Quand la pression est trop forte** 39

- L'exil
- « *J'ai décidé de fermer le journal...* »,  
l'interview du directeur de *Norte de Ciudad Juárez* au Mexique

▼ **Les journalistes organisent la résistance** 41

- Rompre l'isolement : la méthode de la Tchèque Pavla Holcova
- Réduire les risques : Ismael Bojorquez, fondateur de Río Doce :  
« *Nous n'avons pas renoncé* »
- Rester dans l'ombre : témoignages de deux journalistes en Afrique

▼ **Miser sur la solidarité** 44

- La méthode italienne
- Le temps des enquêtes collaboratives

## AVANT-PROPOS

### *Se taire ou mourir*

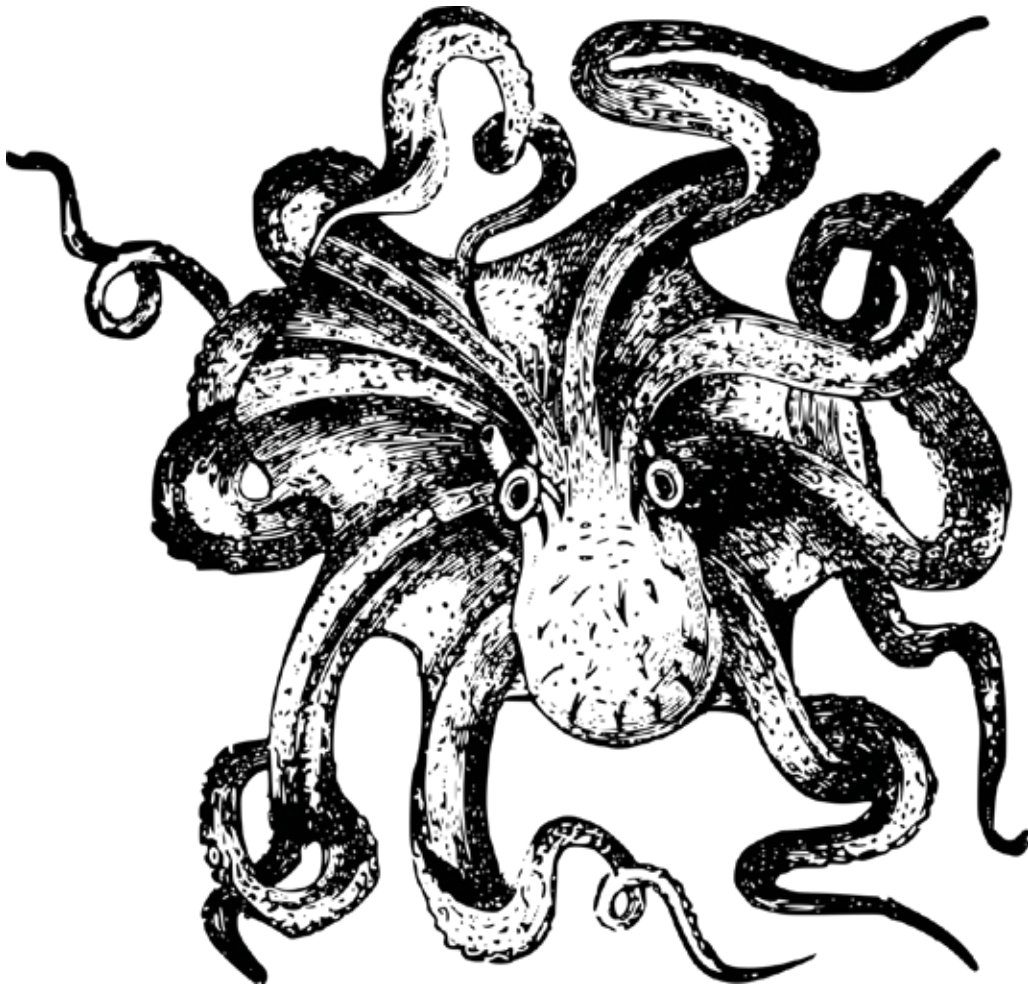
Les puissances mafieuses ne connaissent pas de frontières et se moquent des limites imposées par l'Etat de droit dans les démocraties. Face à elles, avec leurs maigres moyens et leur extrême vulnérabilité, les journalistes n'ont pas l'embaras du choix. Se taire ou risquer leur vie, voilà souvent leur seule alternative. Renoncer purement et simplement à l'exercice de leur métier ou briser l'omerta et encourir les lourdes représailles d'organisations qui ne reculent devant rien pour préserver leurs intérêts, ainsi se présente l'impasse mortifère dans laquelle les journalistes se trouvent. Et pas seulement en Italie, berceau de la mafia, ni au Mexique, où des pans entiers du pays sont aux mains des narco-trafiquants : la pieuvre a étendu ses ramifications autour de la planète plus vite que toutes les multinationales réunies, sans omettre de faire des petits dont la virulence égale la jeunesse.

De Pékin à Moscou, de Tijuana à Bogota, de Malte à la Slovaquie, les journalistes d'investigation qui révèlent des affaires dans lesquelles la mafia est impliquée déclenchent le courroux de mafieux dont le point commun est d'abhorrer la publicité, du moins celle qu'ils ne contrôlent pas. Très susceptibles dès lors que leur image est en jeu, les parrains n'hésitent pas à sanctionner durement ceux qui prétendent leur porter des coups de plume. Celui qui dit la vérité mérite la mort. Ainsi l'écrivain et journaliste italien **Roberto Saviano**, après avoir révélé au public les dessous peu reluisants des mafias italiennes, est-il condamné à vivre sous protection permanente de la police. Moins libre de ses mouvements, finalement, que ceux qu'il dénonce et qui menacent de s'en prendre à son intégrité physique.

Les mafias avancent toujours masquées, mais le plus dangereux pour l'investigateur, aujourd'hui, n'est pas tant qu'elles soient peuplées d'individus sanguinaires sans foi ni loi. C'est qu'en de nombreux pays du globe, elles ont conclu une forme de pacte avec la puissance étatique, au point d'entretenir une terrible confusion.







© CCO

Comment imaginer un instant que les cartels mexicains poussent et se développent comme des champignons sans l'aval d'une partie des représentants sur le terrain de l'appareil d'Etat ? [Comment évoquer les rapports ambigus entre les yakuzas et le pouvoir dans la société japonaise ?](#) Comment ces petites armées, à la tête d'empires économiques tentaculaires, délestées des règles de droit, se maintiendraient-elles sans la complicité – au moins passive – des Etats dans lesquelles elles ont parfois pignon sur rue ? Loin de les combattre frontalement, ils les tolèrent, leur laisse le champ libre par omission, en allégeant par exemple les contrôles dans les ports et les aéroports.

Les mafias ne combattent pas les Etats, elles aspirent à se fondre à eux. Elles ne cherchent pas à exercer le pouvoir, mais à le contrôler, ou plutôt à le contaminer. Le journaliste prétendant pointer du doigt les dérives mafieuses qui corrompent les élites politiques et économiques de son pays n'affronte pas seulement des criminels, mais aussi une délinquance en col blanc qui a marié ses intérêts avec ceux des mafieux et dont les antennes s'étendent au cœur même du pouvoir. Celui qui s'en prend à cette impunité quasi-institutionnelle doit savoir qu'il sera très seul à l'heure des représailles, surtout dans les pays où les unités spéciales censées combattre la criminalité organisée sont devenues de purs outils de façade destinés à endormir les opinions publiques.

« Une mafia n'est pas un cancer né par hasard sur un tissu sain », constatait le magistrat anti-mafia italien Giovanni Falcone, assassiné le 23 mai 1992. Investiguer pour mettre des noms de famille sur ce tissu pourri est désormais une activité mortelle. En voici les preuves.

# [ TERMINOLOGIE DU CRIME ]

## **Mafias et cartels**

Les mafias sont des sociétés secrètes disposant d'antennes et de relais au-delà de leurs frontières, ayant pour principal objectif la recherche du profit, usant de la corruption et de la peur pour prospérer. A la différence de ce qui se passe avec les organisations criminelles, qui se constituent autour de projets précis puis se défont, on ne quitte pas un groupe mafieux, sauf par la mort ou le repentir.

Les mafias usent de l'influence et de la violence pour obtenir le silence aussi bien dans leurs rangs qu'en dehors. Fortement implantées sur leur territoire, adossées à un tissu local, elles assujettissent les populations et font régner l'omerta. Celui qui trahit la famille n'est pas seulement exclu du groupe, il risque sa vie.

Les mafias entrent en concurrence avec les Etats. Elles assoient leur contrôle économique et politique et tendent à assurer les missions de justice et de police. Elles investissent les centres de pouvoir pour contrer les velléités de répression. Leur implantation internationale passe par les migrations et le contrôle de leur diaspora.

Le modèle, ce sont les mafias italiennes, les triades chinoises et les boryokudan au Japon, dont sont issus les yakuzas. On retrouve les mêmes ingrédients en Russie et dans les ex-territoires soviétiques, en Turquie ou en Albanie. Les cartels latino-américains, ultimes avatars de ce modèle, sont à la fois des groupes criminels axés sur la prédation, des groupes militaires recrutant souvent dans les forces spéciales, des milices politiques capables d'exercer un contrôle territorial et social. Leurs chefs poussent la gestion de la terreur jusqu'à recruter des « sicarios », anciens militaires ou anciens policiers, pour éliminer les rivaux et terroriser populations et forces de l'ordre. Ils n'ont pas pour but de renverser l'Etat, mais d'amener polices, armées et justice à renoncer à les perturber dans leurs activités. Les liquidités que brassent ces organisations sont telles qu'elles sont devenues vitales pour l'économie de certains pays.

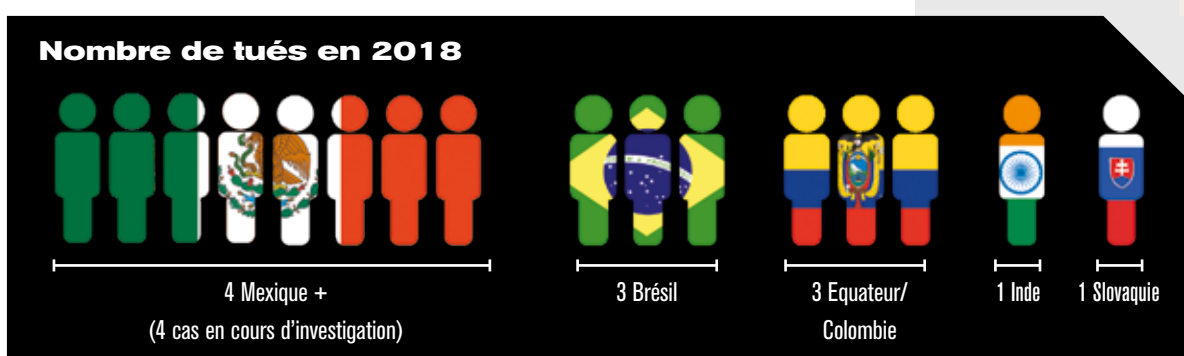
[Ces groupes mafieux ont investi plusieurs champs économiques](#) : narcotiques, cigarettes, racket, prostitution, contrefaçon, trafics de migrants, trafics d'armes, prêts usuraires, enlèvements, ramassage des ordures, jeu, fraudes agricoles, escroqueries aux dépens de la communauté européenne.

Journaliste dans les Pouilles (sud de l'Italie), sous protection depuis qu'elle a subi des menaces, il y a un an, de la part de l'organisation mafieuse locale, la Sacra Corona Unita, [Marilù Mastrogiovanni décrivait récemment la mafia comme un Etat dans l'Etat](#). Elle change de nom selon la région, devient Cosa Nostra en Sicile, 'Ndrangheta en Calabre, Camorra en Campanie, avec à chaque fois une histoire propre, mais toutes affichent la même capacité à infiltrer l'économie réelle, dite propre. C'est une tendance mondiale : ces groupes investissent leurs revenus illégaux dans des activités irréprochables, souvent à l'étranger, en particulier en Allemagne ou à Londres. Avec une idée récurrente : offrir une façade suffisamment respectable pour capter les subventions européennes. Les Italiens leur ont donné un nom : « [i mafiosi](#) ».

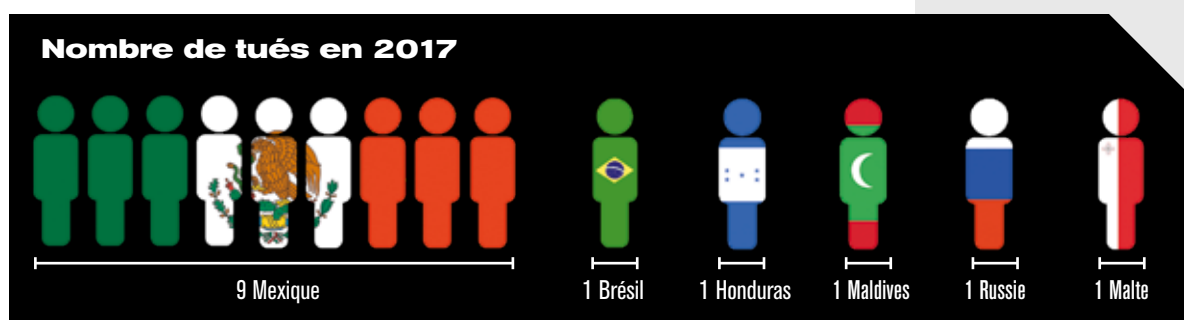
*dai colletti bianchi* » (« les mafieux en cols blancs »). Ce sont les multinationales de demain, des multinationales qui ne tolèrent pas que l'on mette le nez dans leurs comptes. Leur premier souci : ne surtout pas attirer l'attention du pouvoir politique, encore moins des forces de l'ordre. Leur ennemi : le journaliste, qui par un seul article, par une seule vidéo, peut ébranler un empire.

## DES CHIFFRES EFFARANTS

Sur les deux seules dernières années, plus de 30 journalistes ont été tués par des groupes mafieux dans le monde



Au cours de l'année, 12 journalistes ont été assassinés par différentes mafias en représailles à leurs enquêtes. Il convient d'ajouter à ce chiffre au moins quatre assassinats suspects de journalistes au Mexique, pour lesquels des investigations sont toujours en cours. Dans ce pays, ces chiffres déjà inquiétants pourraient bien être en-deçà de la réalité. Car au Mexique, dès lors que mafieux et politiciens se confondent ou s'allient dans le même but de faire taire un journaliste, la justice avance peu, ou bien de faux coupables sont arrêtés. Il arrive aussi que les enquêtes ne soient purement et simplement pas ouvertes.



En 2017, au moins 14 journalistes ont été assassinés par des groupes issus des rangs de la mafia ou ayant des connexions présumées avec des réseaux criminels. Sur ces deux mêmes années, RSF dénombre au moins cinq tentatives d'assassinats de journalistes dont les commanditaires et les exécutants étaient issus des rangs de la mafia, sans compter les nombreuses agressions, menaces et destructions de médias.

# 1 LA DÉCOUVERTE DE L'EUROPE MAFIEUSE

## TROIS PAYS EUROPÉENS FRAPPÉS AU CŒUR EN MOINS D'UN AN

Le patron de la direction italienne anti-mafia a été très clair, lors d'une déclaration faite à Rome le 5 juin dernier. « *La criminalité organisée est en train de se déplacer à l'étranger, de se mondialiser* », [a affirmé le général Giuseppe Governale](#), né à Palerme. Cosa Nostra, la mafia sicilienne, a toujours été présente aux Etats-Unis, au Canada ou en Australie, mais le fait nouveau et encore mal jaugé vient de l'expansionnisme de la 'Ndrangheta, la mafia calabraise, [qui elle aussi a ses référents partout dans le monde](#), notamment à Marseille, où elle disposerait d'une certaine autonomie, et à Bruxelles, où elle ne se contente pas d'acheter des immeubles, mais bel et bien des quartiers entiers.

La mafia s'exporte bien, c'est même sa force : voyager pour mieux rayonner. Avec ses méthodes et ses porte-flingues. L'Europe vient de le découvrir avec les assassinats de deux journalistes en moins de six mois, celui de [Jan Kuciak en Slovaquie](#) (le 21 février 2018) et celui de [Daphne Caruana Galizia à Malte \(le 16 octobre 2017\)](#). Preuves, s'il en fallait, que l'Italie ne fait plus figure d'exception en Europe et que les journalistes de la Péninsule ne sont plus les seuls à vivre sous la menace de représailles s'ils s'attaquent au puits sans fond qu'est aujourd'hui l'économie mafieuse.

[Dans la nuit du 29 au 30 août 2018, la maison familiale de la journaliste d'investigation albanaise Klodiana Lala a été prise pour cible.](#) « *Des individus encore non identifiés ont tiré une dizaine de balles à l'arme automatique sur son domicile, sans faire de blessé* », écrivait alors Reporters sans frontières (RSF). Klodiana Lala travaille depuis plus d'une dizaine d'années sur le crime organisé pour l'une des principales chaînes de télévision albanaise, *News 24*. Dans un message publié sur Facebook, Klodiana Lala a fait un lien direct entre cette attaque et son travail d'investigation. Deux semaines auparavant, elle avait ainsi mis en cause un député de la majorité socialiste, soupçonné d'être lié à la bande d'Emiljano Shullazi, [l'un des principaux chefs de gang du pays](#).

### Slovaquie : Jan Kuciak ne dérangeait pas seulement la 'Ndrangheta

Considéré à 27 ans comme un journaliste expérimenté, habile dans l'art de capter tout à fait légalement des informations au sein des banques de données publiques, [Jan Kuciak a été assassiné à son domicile, en même temps que sa fiancée Martina Kusnirova, en février 2018](#). Il menait alors des enquêtes pour





→  
Le journaliste slovaque Jan Kuciak et sa compagne Martina Kusnirova ont été tués par balles à leur domicile, près de Bratislava, le 21 février 2018. Jan enquêtait sur de gigantesques fraudes aux aides agricoles européennes opérées par la mafia calabraise, la 'Ndrangheta, en Slovaquie. L'assassinat avait soulevé l'ire de la population slovaque, contraignant le Premier ministre Robert Fico à démissionner.

© AFP / Alex Halada

le compte du site [Aktuality.sk](https://www.aktuality.sk), en collaboration avec l'association [Organized Crime and Corruption Reporting Project \(OCCRP\)](https://www.occrp.org), au sujet de l'implantation dans son pays, la Slovaquie, de la puissance 'Ndrangheta. Et plus particulièrement de la façon dont cette organisation mafieuse aurait réussi à détourner une partie des aides agricoles versées par l'Union européenne à la Slovaquie, un classique déjà bien rôdé. Le journaliste avait notamment mis à jour des liens plus que troublants entre des personnalités politiques en vue, membres du parti Smer (social démocrate), et des familles italiennes en liaison directe avec la mafia calabraise. Avec plusieurs agences gouvernementales en ligne de mire, sur fond de corruption. Il a été abattu par un tueur professionnel, un homme nommé [Tomáš Sz, selon la police slovaque qui a précisé, le 30 septembre dernier, qu'un autre suspect, une femme de 44 ans nommée Alena Zs,](#) aurait quant à elle commandité l'assassinat. Selon plusieurs médias slovaques, cette femme interpellée dans le sud du pays travaillait en tant qu'interprète pour un homme d'affaires slovaque à la réputation sulfureuse : Marián Kočner. Selon le quotidien *Denník N*, Marián Kočner serait le parrain de l'enfant d'Alena Zs. Des liens pour le moins troublants quand on sait que Jan Kuciak enquêtait sur plusieurs affaires dans lesquelles était impliqué ce businessman.

Jan Kuciak prenait d'énormes précautions, pratiquant systématiquement le cryptage de ses documents et communications, mais il ne pouvait avancer masqué à l'heure d'interroger juges, agences agricoles ou policiers, dans le cadre du droit d'accès à l'information publique (FOI). Pour augmenter ses chances d'obtenir une réponse de ses interlocuteurs, notamment des représentants de l'administration dans l'est du pays, particulièrement gangrené, il fournissait un maximum de précisions sur ses enquêtes en cours. D'où cette question brûlante : ceux qui ont commandité son élimination ont-ils été mis au courant de ses investigations grâce à une fuite en provenance des fonctionnaires qu'il interrogeait dans le cadre de ses enquêtes ? De telles fuites ont été notamment signalées dans un pays voisin, le Monténégro, alors que des journalistes auscultaient le boom immobilier dans la zone côtière protégée de Perast, selon l'OCCRP, mais également en Serbie, où l'agence anti-corruption a contacté la personne ciblée, potentiellement dangereuse, pour savoir si elle acceptait que des informations la concernant soient transmises à la presse.

Ce n'est pas la première fois qu'un journaliste est pris pour cible en Slovaquie alors qu'il enquête sur les mafieux. Dans les années 1990, alors que le régime de l'autoritaire Premier ministre Vladimír Mečiar entretenait des relations avec des criminels notoires, plusieurs journalistes travaillant sur ces dérives ont été intimidés. Au moins deux d'entre eux, **Arpád Soltész**, membre de la rédaction du quotidien local *Korzar* (est de la Slovaquie) et **Tom Nicholson** (salarié de l'hebdomadaire anglophone *The Slovak Spectator*) ont même été blessés lors d'attaques directement menées contre eux. La démocratisation de la Slovaquie, puis son entrée dans l'Union



→  
La journaliste Daphne Caruana Galizia a été tuée le 16 octobre 2017 dans l'explosion d'une bombe placée sous sa voiture. Via son blog, elle dénonçait des affaires de blanchiment d'argent et de corruption à Malte.

© AFP / Matthew Mirabelli

européenne en 2004, n'a pas mis un terme aux menaces contre les journalistes couvrant les activités de la mafia. En 2007, la maison de **Nad'a Šindlerová**, rattachée à l'hebdomadaire *Plus 7 dní*, a été incendiée. En 2008, **Laco Ďurkovič**, de la TV *Joji*, a vu sa voiture brûlée. Plus récemment, en 2016, le véhicule de **Miloš Majko**, qui enquêtait dans la petite ville de Sered' (ouest de la Slovaquie), pour le site [seredonline.sk](http://seredonline.sk), a été lui aussi la cible d'un attentat. En 2017, enfin, la journaliste d'investigation **Kristína Kövešová** (*TV Markíza*) a été visée par les tirs d'un homme qu'elle essayait d'interroger sur des combats illégaux de chiens.

Rappelons également la disparition à ce jour inexplicquée du journaliste freelance **Pavol Rýpal**. [Reporter pour plusieurs médias](#), dont l'hebdomadaire *Plus 7 dní*, *TV Markíza* et la télévision publique *STV* (aujourd'hui *RTVS*), il enquêtait sur la mafia en Slovaquie. On reste sans nouvelle de lui depuis avril 2008.

## Malte : Daphne Caruana Galizia, symbole des pressions exercées sur les journalistes d'investigation

Dans son blog, [Running Commentary](#), **Daphne Caruana Galizia** dénonçait régulièrement la fiscalité attractive adoptée par les autorités maltaises pour attirer les sociétés étrangères et offrir une certaine confidentialité aux titulaires de comptes bancaires, à condition de devenir résident du pays – le tout moyennant une somme forfaitaire dont seuls les millionnaires pouvaient s'acquitter. La population du pays, dans sa grande majorité, préférerait fermer les yeux sur ces usages en totale rupture avec les règles en vigueur dans les autres pays de l'Union européenne. La journaliste, elle, ne s'est pas résignée, dénonçant sans relâche la corruption de la classe politique maltaise, mais aussi les intimidations dont elle faisait l'objet. Car depuis des années, la journaliste était ciblée par des menaces, de plus en plus précises, de plus en plus violentes, venant notamment du Parti travailliste au pouvoir. A plusieurs reprises, la maison qu'elle habitait avec sa famille a été incendiée. Son chien, un jour, a été retrouvé éborgné sur le pas de la porte. [La journaliste a trouvé la mort le 16 octobre 2017 dans l'explosion de sa voiture.](#)

Comme son confrère slovaque Jan Kuciak, **Daphne Caruana Galizia** s'intéressait de près aux mafias italiennes. Dès 2005, elle avait mis à jour certaines opérations financières réalisées à Malte par la Camorra napolitaine. Puis elle s'est attaquée à la 'Ndrangheta. [Devenue leader en Europe sur le juteux marché de la cocaïne](#), la mafia calabraise aurait placé plus d'un milliard d'euros dans des sociétés de jeux en ligne à Malte, avait révélé la journaliste.



En 2015, un consortium international de journalistes (ICIJ) l'a chargée de traiter la partie maltaise des Panama Papers. Son fils Matthew, ingénieur, a travaillé sur l'outil de recherche qui allait trier les 11,5 millions de documents dérobés à la fiduciaire panaméenne Mossack Fonseca. Ensemble, mère et fils ont déniché une société offshore liée au pouvoir politique maltais.

Le 22 février 2016 débutait le long feuilleton politico-judiciaire qui a opposé la journaliste au Premier ministre en fonction, Joseph Muscat. Au cœur du scandale, la société Egrant Inc., forte de quelques actionnaires haut placés : le ministre de l'Energie, le chef de cabinet du Premier ministre, mais aussi l'épouse de ce dernier, Michelle Muscat. [Au moment de son assassinat, la journaliste était visée par 42 plaintes pour diffamation, de quoi exercer une pression constante.](#)

Dans ce petit territoire de 430 000 habitants, l'auto-censure était déjà la règle pour de nombreux journalistes, bien avant l'assassinat de Daphne Caruana Galizia. Les journalistes maltais se sentent « colonisés par une bande d'escrocs au-dessus des lois », [expliquait à RSF l'an dernier](#) Michael Briguglio, éditorialiste du *Times of Malta*. « Certains journalistes préfèrent renoncer à publier leurs articles, confie Corinne Vuela, la sœur de la journaliste assassinée. Daphne était la seule à demander des comptes, via le blog qu'elle avait créé pour révéler ces grandes histoires. » [Soixante-cinquième au Classement mondial de la liberté de la presse](#), Malte a enregistré la plus grande chute l'an dernier.

### Bulgarie : L'assassinat d'un 3<sup>e</sup> journaliste en cours d'investigation

Le corps de **Viktoria Marinova**, 30 ans, présentatrice sur une chaîne locale de Ruse, dans le nord de la Bulgarie, a été découvert le 6 octobre 2018 dans un parc de la ville. Frappée, étranglée, elle a aussi été violée, a annoncé le ministère de l'Intérieur, précisant que toutes les pistes étaient explorées, y compris la piste professionnelle. [L'ultime émission de Viktoria Marinova](#) présentait un reportage des journalistes du site d'investigation *Bivol*, consacré à une gigantesque fraude liée au détournement de fonds européens impliquant des hommes d'affaires et des élus. Après la publication de ce sujet en septembre, [RSF](#) avait exprimé son inquiétude après de graves menaces proférées contre les journalistes de *Bivol* et avait demandé que leur protection soit assurée. Viktoria Marinova a-t-elle été exécutée pour l'exemple ? A l'heure où nous bouclons ce rapport, aucune hypothèse n'est écartée. Pour mémoire, la Bulgarie arrive à la 111<sup>e</sup> place dans le dernier Classement de RSF, soit la plus basse de l'Union européenne.



“

**Un petit mort sert à donner une bonne leçon à tous les autres.**

Déclaration d'un mafieux après son arrestation.  
(citation tirée de I. B. Italie, Borrometi)

”

## L'ÉTAU MAFIEUX SE RESSERRE DANS DE NOMBREUX PAYS D'EUROPE

### En Italie : Saviano, Borrometi et 194 autres



→  
Paolo Borrometi  
© Ansa/Angelo Carconi

Journaliste et écrivain italien, né en Sicile en 1983, **Paolo Borrometi** est un expert de la mafia sicilienne, en particulier de celle qui sévit dans les villes de Ragusa et Syracuse. En raison de ses courageuses enquêtes publiées par le *Giornale di Sicilia*, puis par le quotidien en ligne [La Spia](#), qu'il a créé en 2013, il est régulièrement menacé et vit sous escorte nuit et jour, protégé par cinq agents des forces de l'ordre. En 2014, **Paolo Borrometi** a été agressé physiquement en pleine rue par deux hommes encagoulés. Bilan : une infirmité permanente à l'épaule droite. La même année, son domicile familial de Modica a été incendié. En 2015, il s'est « exilé » à Rome pour s'éloigner du danger. Depuis la capitale, malgré les attaques régulières, il a poursuivi son combat contre la criminalité organisée dans les colonnes de l'AGI (Agence journalistique Italie), de *La Spia* et de l'association [Articolo21](#), dont il est devenu le nouveau président.

Ses dernières enquêtes ont porté sur les infiltrations mafieuses dans le secteur agroalimentaire, un business criminel qui pèserait des milliards d'euros. De quoi faire encore monter d'un cran la menace : [au cours du mois d'avril 2018, les services de sécurité italiens ont intercepté des conversations entre les boss d'un clan mafieux sicilien qui préparait un attentat à la bombe, en Sicile, contre le journaliste gêneur](#). Cet attentat – dans lequel il devait périr ainsi que les cinq agents de police chargés de sa protection – semblait organisé dans les moindres détails. Les mafieux avaient prévu la location d'une maison, le vol de plusieurs voitures et, enfin, une « explosion grandiose » qui aurait rappelé, selon les mots de l'un d'eux, l'« enfer des années 90 » – une référence à la mort des juges anti-mafia Giovanni Falcone et Paolo Borsellino, tués dans des attentats à la bombe en Sicile.

Interpellé, l'un des mafieux concernés par ce funeste projet a dévoilé le véritable objectif de l'opération. « *Un petit mort sert à donner une bonne leçon à tous les autres* », a-t-il expliqué, avant de déclarer sans la moindre hésitation qu'il voulait Borrometi mort parce qu'il leur avait fait « *perdre des millions avec ses révélations* ».

**Paolo Borrometi** continue malgré tout son travail d'investigation. Avant que sa collègue **Daphne Caruana Galizia** ne soit assassinée, il avait travaillé avec elle sur les investissements de la mafia sicilienne à Malte.



→  
L'agroalimentaire n'échappe pas à l'emprise de la mafia, elle engendrerait des bénéfices se chiffrant en milliards d'euros. Le journaliste italien Paolo Borrometi s'y est intéressé d'un peu trop près aux yeux d'un clan mafieux sicilien, il vit désormais sous protection policière.





→  
Le juge anti-mafia italien Giovanni Falcone (second en partant de la gauche), entouré de ses gardes du corps, en 1986 à Marseille. Il a été assassiné en 1992 en Sicile dans l'explosion d'une bombe.

© AFP / Gérard Fouet

## Les journalistes locaux en première ligne

Originaire d'Ostie, près de Rome et journaliste au quotidien *La Repubblica*, [Federica Angeli vit elle aussi sous protection policière depuis 2013](#). Malgré les intimidations continues, les menaces de mort qui ont également visé ses enfants, sa sœur et son avocat, elle est restée vivre en famille à Ostie et continue de s'occuper des affaires mafieuses qui paralysent la ville. « *Ils [les mafieux] ont tout fait pour me faire arrêter d'écrire*, déclarait-elle le 16 novembre 2017 au cours d'une manifestation pour la liberté de la presse. *Ils ont échoué. Maintenant nous sommes tous ici réunis, derrière moi il y a enfin un "nous". Je l'ai promis à mes enfants et je vous le promets aussi : ma plume sera toujours active pour Ostie et pour son bien-être.* »

En novembre 2017, [Daniele Piervincenzi, un journaliste travaillant pour une émission d'investigation de la Rai, avait tenté d'interroger Roberto Spada, le frère d'un boss mafieux](#) de cette même ville d'Ostie, sur son amitié avec un représentant local du mouvement néo-fasciste CasaPound. En guise de réponse, Roberto Spada lui avait asséné un violent coup de tête, lui fracturant le nez, avant de le poursuivre à coups de matraque, selon les images alors diffusées en boucle en Italie. D'abord laissé libre parce que les blessures infligées au journaliste n'étaient pas considérées comme graves d'un point de vue juridique, l'agresseur a finalement été interpellé par les carabinieri et condamné en juin 2018 à six ans de prison.

A ces journalistes très médiatisés, il faut ajouter un grand nombre de professionnels de l'information œuvrant à partir de petits médias locaux, qui mènent un travail d'un courage inouï contre les boss mafieux implantés dans leurs secteurs. L'exemple le plus frappant : celui de ces quatre journalistes du quotidien en ligne [TP24.it](#). Alors qu'ils enquêtaient sur les mafieux qui sévissent dans la région de Trapani, en Sicile, ils ont reçu des menaces de mort sur Facebook : « *Vous devez tous mourir* », ou encore : « *Enlève l'article du site ou je te ferai des choses que tu n'as jamais vues dans ta vie...* ». Ont suivi des courriers d'intimidation ainsi que plusieurs enveloppes contenant de la poudre.

La proximité avec les personnes sur lesquelles ils enquêtent est une réalité difficile à gérer pour ces journalistes. Ils peuvent facilement se retrouver au comptoir d'un café, au coin de la rue ou à l'église face à l'un de ceux qu'ils dénoncent dans leurs médias. Des journalistes enquêtant à Corleone, haut lieu de la mafia sicilienne, ont ainsi été victimes d'agressions physiques en pleine rue et de cambriolages à leur domicile, visant à subtiliser leurs ordinateurs.

[L'an dernier, le ministère de l'Intérieur italien révélait que, pour la seule année 2017, 196 journalistes avaient bénéficié de mesures de protection.](#) A ce jour, ils sont, selon les estimations de RSF, une dizaine à faire l'objet d'une protection renforcée par des policiers chargés d'assurer leur sécurité 24H/24. L'Italie est classée [46<sup>e</sup> au Classement mondial de la liberté de la presse.](#)

→

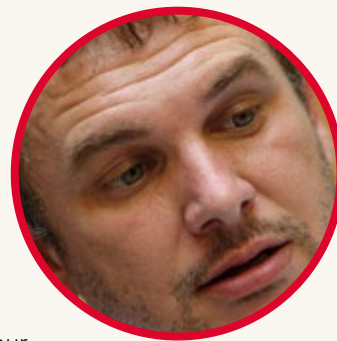
Les mafieux n'hésitent devant aucune violence à l'encontre des journalistes un peu trop curieux. Elles prennent diverses formes : menaces de mort, courriers d'intimidation, cambriolages, agressions... Les journalistes de médias locaux – et leurs familles – sont particulièrement exposés du fait de la proximité inhérente aux petites villes.

© CCO





## ENTRETIEN avec **Lirio Abbate**



Vice-directeur de l'hebdomadaire *l'Espresso* après avoir longtemps travaillé pour *l'Ansa* (l'agence de presse italienne) et le quotidien *La Stampa*, **Lirio Abbate** est un expert du crime organisé. Il a démarré sa carrière à Palerme en 1990. Seul journaliste présent lors de l'arrestation en avril 2006 de Bernardo Provenzano, le « Capo di tutti i capi » de Cosa Nostra, il a publié l'année suivante « I Complici » (« Les complices ») sur les liens étroits qu'entretiennent politiques et mafieux. Depuis, il n'est plus jamais seul puisqu'il dispose d'une escorte policière permanente. Il poursuit son travail depuis Rome, où il a contribué à faire éclater le scandale dit de la « Mafia Capitale », une nouvelle mafia liée à l'extrême droite, particulièrement violente.

### **Dans quel contexte avez-vous subi les premières menaces ?**

« La mafia de Palerme a essayé de me tuer il y a une dizaine d'années en plaçant une bombe devant mon habitation. J'avais reçu des menaces directes de la part de chefs mafieux accusés d'avoir planifié assassinats et massacres à grande échelle. Grâce aux écoutes téléphoniques, la police a compris que certains d'entre eux avaient prévu de me tuer pour me punir de mes enquêtes sur les liens entre mafia et politique. L'attentat a été déjoué grâce à l'intervention de la police qui a découvert à temps l'explosif.

De nouvelles menaces de mort ont suivi la publication d'une série de reportages pour *l'Espresso* sur les femmes des boss de la 'Ndrangheta, la mafia qui a aujourd'hui le monopole du trafic de la drogue et qui dispose donc d'une grande quantité d'argent qu'elle investit dans des activités apparemment légales, mais qui, en réalité, ne le sont pas. J'ai révélé dans la presse les noms des intermédiaires et des hommes de paille avec lesquels les mafieux travaillent en Italie et à l'étranger. J'ai ainsi découvert que les mafieux, mais surtout leurs complices, redoutaient davantage un article ou un reportage pour la télévision que le travail d'un magistrat... J'ai encore été menacé de mort à Rome après mes révélations sur cette nouvelle mafia liée à l'extrême droite et aux mafias historiques de Sicile et de Calabre.

### **En quoi vos enquêtes vous exposent-elles particulièrement ?**

Mon principal sujet, c'est la collusion entre mafia et politique, et la corruption que ces liens entraînent. J'ai été menacé parce que j'étais considéré comme dangereux pour avoir découvert et rendu public, preuves à l'appui, ce que les forces de l'ordre n'avaient pas encore mis à jour. Et surtout pour avoir publié des histoires que d'autres journaux ne publiaient pas. En procédant de la sorte, on devient des « mouches blanches », faciles à identifier et à éliminer. En plus des bombes, il faut faire face à toutes les accusations, plaintes pour diffamation et autres procès « téméraires », c'est-à-dire basés sur rien, entamés juste pour lancer un message d'intimidation au journaliste et le soumettre au stress d'un processus juridique.

### **Comment se protéger dans un tel contexte ?**

Quand on enquête sur ces sujets, il faut respecter quelques mesures de sécurité, mais la protection des forces de l'ordre me permet de poursuivre mes enquêtes. Il faut juste faire un peu plus gaffe que les autres...

### **Qu'envisagez-vous pour l'avenir ?**

Je veux pouvoir continuer à faire mon travail, sans en devenir obsédé. En restant professionnel, lucide, précis et correct. »

→ Lirio Abbate vit sous protection policière depuis 2007, date de la sortie de son livre « I Complici ». Placé sur la liste noire de la Cosa Nostra, il subit régulièrement des intimidations. En 2014, son nom a été inscrit dans le « top 100 des héros de l'information dans le monde » établi par RSF.

© AFP / Vincenzo Pinto

15

“  
**Les mafieux, mais surtout leurs complices, redoutent plus un article [...] que le travail d'un magistrat**

Lirio Abbate

”



→ Paul Vugts, journaliste hollandais, enquête depuis plus de deux décennies sur le crime organisé et le trafic de drogue notamment, aux Pays-Bas. Menacé, il a été contraint de quitter son domicile.

© AFP

## Deux journalistes sous protection 24h/24 aux Pays-Bas

[Paul Vugts, 44 ans, travaille depuis 21 ans pour le quotidien Het Parool, basé à Amsterdam.](#) Son principal centre d'intérêt : le crime organisé en Hollande – dont les criminologues savent qu'il se porte très bien, et ce depuis plusieurs décennies – marqué par une forte présence marocaine liée au trafic de drogue, mais également turque, chinoise et latino-américaine. Ses enquêtes lui ont déjà valu des menaces sérieuses.

*« Au début, confie-t-il à RSF, j'ai approché directement ceux qui me menaçaient pour tenter de faire baisser la pression. Mais à l'automne 2017, j'ai clairement compris qu'ordre avait été donné de m'assassiner. Un groupe d'individus était clairement en train de travailler pour mettre ce projet à exécution. J'ai été obligé de déménager pour m'installer dans un endroit sûr et j'ai bénéficié d'une protection policière pendant plus de six mois. Ma compagne et moi ne vivons plus à la maison, mais les choses sont en train d'évoluer positivement. Une partie des criminels ont été arrêtés, d'autres ont été tués dans des règlements de compte, d'autres enfin se cachent ».*

L'enquête qui avait conduit les mafieux à envisager ces mesures de rétorsion extrêmes portait sur une série d'assassinats perpétrés par des criminels hollandais d'origine marocaine. Le journaliste a été contraint, outre ses gardes rapprochés, à rouler pendant quelques temps à bord d'une voiture blindée. Il n'a rien à reprocher aux services de l'Etat, qui ont parfaitement réagi et assuré sa protection sans attendre. « Pour moi, dit-il, il n'y avait pas d'autre alternative que d'accepter l'aide des autorités ».

Comment se comporter face à ces menaces ? « La meilleure façon, poursuit **Paul Vugts**, c'est de continuer à faire notre travail et d'écrire sur ces groupes qui nous menacent, comme on l'a toujours fait. » Un de ses collègues bénéficie depuis décembre 2017 d'un programme de protection similaire. Lui aussi enquêtait sur la mafia marocaine aux Pays-Bas.



## La France n'échappe à la menace

En France, les alertes les plus sérieuses contre les journalistes sont toujours venues du milieu corso-marseillais, le seul à pouvoir revendiquer l'étiquette de mafieux.

On se souvient de ce journaliste de *Libération* qui avait été placé sous protection policière en 1996, après avoir publié plusieurs articles sur la guerre fratricide qui ravageait à l'époque les milieux nationalistes insulaires, quelques années avant l'extinction officielle du Front de libération nationale corse (FLNC).

Depuis, d'autres journalistes ont reçu des messages clairs alors qu'ils enquêtaient sur le milieu corse et ses ramifications sur le continent. Messages parfois formulés en direct dans l'enceinte des tribunaux, sous forme de gestes explicites lors de procès en cours, afin de refroidir les ardeurs des reporters sur place. Un journaliste implanté en Corse, correspondant d'un quotidien national, a subi des pressions plus fermes, destinées à lui faire renoncer à un projet éditorial : la publication d'un livre sur un clan implanté dans l'île de Beauté.

L'autre « mafia » qui sévit en France est une mafia très informelle qui gangrène la vie de nombreuses cités. De ce côté-là, les menaces sont immédiatement suivies d'effets et poussent les journalistes à renoncer tout simplement à traîner sur les territoires directement concernés par le trafic de drogue. Cela va de la confiscation du carnet de note (et du stylo) aux coups, en passant par le vol du matériel quand il s'agit de reportages télévisés – de nombreuses équipes de reporters, françaises et étrangères, en ont fait les frais... Une manière très pragmatique d'empêcher la diffusion d'images.



## LES JOURNALISTES DES BALKANS FACE À LA PIEUVRE RUSSE

### Le cas Jovo Martinovic au Monténégro


**Jovo Martinovic** cumule tous les handicaps : journaliste d'investigation depuis 1999, il travaille pour le compte de médias européens et américains sur le crime organisé et la corruption dans un pays sous régime communiste pendant des décennies : le Monténégro. Il est poursuivi aujourd'hui devant la Haute Cour de Podgorica, où il fait face à de lourdes charges puisque la justice l'accuse rien moins que d'avoir mis sur pied une... organisation criminelle sur fond de trafic de stupéfiants.

[Jovo Martinovic a été interpellé le 22 octobre 2015](#) alors qu'il travaillait pour la société de production Capa (et Canal +) sur les filières spécialisées dans l'acheminement illégal d'armes de guerre des Balkans vers la France, à destination des voyous, mais aussi des terroristes islamistes. Il a été détenu durant 14 mois et 13 jours. Depuis sa libération, il doit pointer tous les mois dans un commissariat et demander une permission à chaque fois qu'il souhaite quitter le territoire. Il a toujours clamé son innocence et a clairement refusé de signer les aveux que l'on a tenté de lui extorquer en échange d'une relaxe.

Son procès devait initialement se terminer le 24 septembre 2018 mais à quelques semaines de l'issue de la procédure, la justice monténégrine a brusquement décidé de lier au dossier du journaliste celui d'un nouvel accusé – jusqu'ici en fuite et jugé par contumace –, reportant de fait le prononcé du verdict.



→ Journaliste freelance et spécialiste du grand banditisme dans l'ouest des Balkans, le Monténégrin Jovo Martinovic collabore à de nombreux médias internationaux dont *The Economist*, *The Financial Times*, et l'agence Capa. Accusé d'être à la tête d'une organisation criminelle, Jovo Martinovic a subi une longue détention préventive. Son procès est toujours en cours. Il doit aujourd'hui demander l'autorisation chaque fois qu'il souhaite quitter le territoire.



Cette décision des tribunaux de Podgorica est intervenue au moment précis où [le journaliste se voyait décerner le prix Peter Mackler de la liberté de la presse](#), un prix de l'éthique et du courage, qu'il n'a pu aller chercher aux Etats-Unis faute de pouvoir quitter le pays.

Au cœur de l'accusation montée contre Jovo Martinovic, les liens noués avec l'une de ses sources, un gangster membre des Pink Panthers, une équipe de voleurs de bijoux de luxe basée dans les Balkans, déjà sollicitée pour d'autres documentaires. Un homme que Jovo avait déjà été autorisé à rencontrer en prison, avant de communiquer avec lui par le biais d'une application basique installée sur son téléphone, autant de conversations utilisées contre lui par la suite.

Les services secrets du Monténégro surveillaient étroitement le journaliste depuis plusieurs années, pour la simple raison qu'il coopérait avec des médias occidentaux. Parfaitement au courant de ces filatures incessantes, il aurait donc, selon ses accusateurs, lancé un trafic de drogue avec ce malfrat, lui-même sous haute surveillance, ce qui au passage a permis à la justice de geler les avoirs du journaliste, à commencer par son propre appartement. La réalité est bien plus politique : les autorités du pays craignaient que les médias occidentaux, par le truchement de Jovo Martinovic, ne dévoilent les liens entre le crime organisé et des représentants de l'Etat monténégrin, étroitement connectés avec le Kremlin. Moscou redoutait, selon toute vraisemblance, que des informations ne filtrent au sujet du blanchiment de l'argent sale russe dans ce petit pays « frère » des Balkans.

Digne de l'Union soviétique de la grande époque, le traquenard orchestré contre l'investigateur fait tache dans un pays qui aspire à intégrer l'Union européenne.

## **Albanie : dénigrée, harcelée, menacée, Alida Tota persiste et signe**

[Alida Tota est née à Kukës, en Albanie](#). Après avoir étudié le journalisme à l'université de Tirana, elle a commencé à exercer en 1995 et a couvert pour plusieurs journaux et télévisions étrangers la crise du Kosovo, trois ans plus tard. Experte des questions politiques, elle a également mis ses talents au services de plusieurs ministères, celui du Travail, des Affaires sociales ou de la Famille, et de quelques agences des Nations unies en charge des droits de l'Homme ou de ceux de l'enfant. Le reportage qui a fait basculer sa carrière, en août 2016, revenait sur la mort d'un ouvrier de 17 ans sur le site d'une énorme déchetterie, pointant les conditions de travail aussi effroyables que dangereuses, l'absence de contrat de travail et la responsabilité de la mairie de Tirana. La journaliste a été licenciée le lendemain d'un appel passé au maire pour solliciter sa version des faits, avec pour consigne de renoncer définitivement à cette enquête – notons que son patron avait travaillé pour le compte de la municipalité.

Cela n'a pas suffi. Alida Tota a reçu de nombreuses menaces de mort par SMS. Ne sortant plus la nuit, elle a renoncé à utiliser sa propre voiture. Elle a choisi de se replier en Suède lorsque ses détracteurs s'en sont pris à son fils de 13 ans, ostensiblement pris en filature sur le chemin de l'école. Un exil de courte durée puisque la famille est revenue au pays en février 2017, après avoir probablement





→  
L'Albanaise Alida Tota a été licenciée après avoir enquêté sur la mort d'un jeune ouvrier dans une décharge de Tirana, mettant à jour des conditions de travail effroyables et l'absence de contrats de travail.

© AFP

échappé à un attentat en Suède. Alida Tota a alors décidé de reprendre le combat sur le terrain judiciaire, tout en relançant les investigations avec l'appui d'une plateforme de journalisme d'investigation, *Publicus*. Avec à la clef la dénonciation d'un autre décès totalement dissimulé, celui d'une femme employée dans les mêmes conditions, sur la même décharge. Révélations qui ont entraîné l'ouverture d'une enquête par la police et au moins une arrestation.

Convaincue que des dizaines de femmes travaillaient pour cette déchetterie dans des conditions proches de l'esclavage, victimes d'abus sexuels, et au vu de l'échec de tous les organismes de contrôle, Alida Tota est finalement parvenue à déclencher l'ouverture d'une enquête parlementaire (à huis clos). Mais d'autres repréailles n'ont pas tardé avec la publication de plusieurs articles, par le biais de journalistes réputés proches du gouvernement, dénigrant le parcours professionnel de l'investigatrice. Une campagne à la hauteur de la corruption qui gangrène l'Albanie, où le crime organisé est roi, ou presque, et où l'appareil judiciaire est aussi faible que sous contrôle. Un signe parmi d'autres : l'administrateur de la déchetterie, officiellement recherché par la police, a été vu en compagnie de plusieurs officiels, une impunité qui n'est sans doute pas sans lien avec le fait que son propre cousin soit le chef de la police locale et que l'un des administrateurs de la société fasse figure de numéro 1 dans la région du parti socialiste, membre de la coalition gouvernementale. Périlleux, dans un tel contexte, de réclamer une protection officielle. Alida Tota a préféré chercher abri du côté des organisations internationales et de quelques ambassades. « *La meilleure façon de résister*, affirme-t-elle courageusement, *c'est de dire la vérité.* »

## LE SOFT CONTROL OU LA MAINMISE SUR LES MÉDIAS

### L'empire médiatique d'un oligarque et député bulgare

Quelle meilleure solution, plutôt que de faire taire un par un les journalistes récalcitrants, que d'infiltrer leur journal ou d'essayer, de l'extérieur, d'influencer les propriétaires ? Dans les pays où la mafia ambitionne de ne faire qu'un avec l'Etat, les entreprises de presse sont ainsi confrontées à un danger d'autant plus menaçant que les finances des journaux sont au plus bas : celui de l'afflux d'argent sale par l'entremise d'hommes de paille, prête-noms destinés à dissimuler les véritables investisseurs.

Leader dans la production de cigarettes, l'oligarque et député Delyan Peevski, membre du parti MRF, a créé avec sa mère un empire médiatique, dans l'ombre, afin de mieux intimider et dénigrer ses détracteurs. Cet homme d'affaires, aux accointances pas toujours recommandables, n'aime pas que les journalistes viennent enquêter sur ses relations. Malgré les accusations de corruption et de conflits d'intérêts qui pèsent contre eux, il est devenu un véritable faiseur de rois.

[Au cours des dix dernières années, la concentration des médias entre les mains d'un groupe d'influence réunis dans le giron du député Peevski n'a cessé de se renforcer.](#) Au début de l'année 2016, le journal allemand *Der Spiegel* publiait sur ce sujet un article intitulé : « [Le politicien bulgare Peevski : l'iceberg de la corruption](#) ». L'article présente le personnage comme l'un des plus controversés de la scène publique en Bulgarie. Sa rapide montée en puissance au sein de la sphère politique, dès l'âge de 35 ans, devrait, toujours selon l'hebdomadaire allemand, beaucoup à la corruption et à ses liens avec les réseaux criminels. La motivation de Delyan Peevski, à l'heure d'investir dans les médias, semble à l'évidence aller au-delà de l'intérêt que l'on peut en retirer en tant qu'éditeur. Les médias revêtent dans ce contexte des atouts majeurs : faire passer certains sujets sur le devant de la scène, traquer ses opposants, servir les intérêts individuels de tel candidat ou contrôler les informations à destination du public. Un affairisme politique quasiment au grand jour.

21

Les pressions sur les journalistes qui osent critiquer le modèle créé par Delyan Peevski sont légion. Elles prennent la forme de poursuites judiciaires ou de campagnes de diffamation dans les journaux à scandale détenus par Peevski. Le site indépendant [Bivol](#), réputé pour ses investigations sur la mafia, a été victime de ces pratiques après avoir révélé les combines du fabricant de cigarettes Bulgartabac, soupçonné d'écouler une partie de son stock en contrebande vers le Moyen-Orient. Le site a lancé plusieurs appels pour que l'identité des véritables propriétaires de la société, dissimulés derrière des sociétés off-shore et des proches de Delyan Peevski, soit révélée. Un crime de lèse-majesté.



→

En Bulgarie, grâce à son empire médiatique, le député est devenu faiseur de rois. C'est un homme de réseaux – plus ou moins obscurs – qui est parvenu à gravir les échelons politiques à une vitesse record grâce, notamment, à sa mainmise sur les médias. Les journalistes qui osent se mettre en travers de sa route sont systématiquement assignés en justice ou diffamés.

# 2 ATTENTION, SUJETS INTOUCHABLES

## DROGUE : LES CARTELS SANS PITIÉ AVEC LES JOURNALISTES

La drogue est le moteur de toutes les mafias au sud du Rio Grande. Berceau des cartels de la cocaïne, la Colombie reste l'un des trois principaux pays producteurs de cette pâte qui génère des millions d'euros chaque année, corrompant tout sur son passage, à commencer par les services censés lutter contre le trafic. Mais les Colombiens ont été supplantés par ceux à qui ils avaient confié la distribution du produit : les cartels mexicains, devenus plus riches et plus puissants parce qu'ils contrôlaient l'accès au marché nord-américain.

La drogue a tout ravagé sur son passage, y compris la liberté de la presse : celui qui enquête sur les liaisons dangereuses nouées entre les barons de la drogue et les représentants de l'Etat (policiers, douaniers, militaires, personnel pénitentiaire, gouverneurs...) est à peu près certain de mourir, quelles que soient les précautions qu'il prend.

### **Au moins 32 journalistes mexicains tués par les cartels depuis 2012**

Le journaliste mexicain **Cándido Ríos Vázquez**, correspondant du quotidien *El Diario de Acayucán* et fondateur du journal *La Voz de Hueyapan*, dans le sud de l'Etat du Veracruz, a été arrêté une première fois par la police en 2001. Incarcéré et torturé alors qu'il enquêtait sur les dessous du narcotrafic, il avait porté plainte à plusieurs reprises contre l'ancien maire de Hueyapan. En 2012, le parquet général du Veracruz avait ouvert une enquête à la suite de nouvelles agressions dont Cándido Ríos avait été victime, selon les informations de la Commission en charge de la protection des journalistes du Veracruz (CEAPP). [Le journaliste a été tué par balles le 22 août 2017 devant un supermarché de Hueyapan](#), en même temps que deux autres personnes, dont Víctor Antonio Alegría, ex-inspecteur de la police municipale de Acayucan. Le sous-secrétaire aux droits de l'Homme du ministère de l'Intérieur (Segob) Roberto Campa Cifrián a certifié que l'attaque n'était pas dirigée contre le journaliste mais contre les hommes qui l'accompagnaient.

Rappelons néanmoins que Cándido Ríos Vázquez, 22e journaliste assassiné au Veracruz depuis 2000, bénéficiait depuis mars 2017 de mesures de protection de la part du Mécanisme fédéral de protection des journalistes, rattaché au ministère de l'Intérieur. En 2017, au moins neuf journalistes ont été assassinés par des organisations mafieuses au Mexique, faisant du pays, classé 147e, l'un des pays les plus dangereux pour la profession.

L'année 2018 s'annonce tout autant meurtrière. [Le 9 juillet 2018, le bureau du procureur de la justice de l'Etat de Mexico a annoncé la mort du journaliste](#)



[Luis Pérez García, 75 ans](#). Selon les premiers éléments de l'enquête, des individus se sont introduits à son domicile et l'ont frappé violemment derrière la tête avant d'incendier l'immeuble et de prendre la fuite. Les pompiers, alertés par les voisins, avaient d'abord pensé à une mort par asphyxie, avant de réaliser qu'il s'agissait bien d'une exécution que l'incendie était destiné à masquer. RSF a demandé à ce que la piste professionnelle ne soit en aucun cas occultée par les enquêteurs.

Membre de l'association nationale des animateurs radio du Mexique (Asociación Nacional de Locutores de México), Luis Pérez García dirigeait le magazine *Encuesta de Hoy* depuis plus de 30 ans. A l'heure où nous bouclons ce rapport, 10 journalistes ont déjà été assassinés au Mexique depuis le début de l'année, dont quatre ont été perpétrés par le crime organisé. RSF enquête par ailleurs sur quatre de ces 10 homicides pour déterminer si les victimes ont été tuées en raison de leurs activités professionnelles. Une spirale de violence jamais égalée.

## Colombie : zones interdites

Le reporter **Javier Ortega**, le photographe **Paul Rivas** et leur chauffeur **Efrain Segarra** travaillaient pour le quotidien équatorien *El Comercio*, l'un des plus importants du pays. L'équipe équatorienne a [été enlevée](#) le 26 mars 2018 alors qu'elle [réalisait un reportage](#) sur les conditions de vie de la population de la commune de Mataje, dans la province d'Esmeraldas. Située à quelques kilomètres de la frontière colombienne, cette zone est le théâtre d'affrontements réguliers entre narcotrafiquants et autorités depuis janvier 2018, date à laquelle ont commencé à proliférer les champs de coca et les laboratoires de fabrication de cocaïne.

Les trois hommes sont tombés entre les mains du groupe armé *Frente Oliver Sinisterra*, dirigé par Walter Arizola, alias 'El Guacho', dissident des Farc (guérilla d'extrême gauche) reconverti en trafiquant de drogue. Une [photo a d'abord été transmise à la presse, où on les voyait enchaînés](#). Puis leur mort a été confirmée dans un « [communiqué](#) » diffusé par le groupe armé et adressé entre autres à la Croix Rouge Internationale. Les corps ont finalement été retrouvés et rapatriés à la fin du mois de juin. « El Guacho », lui, court toujours. Il est officiellement l'un des hommes les plus recherchés de Colombie.



→ Les journaliste mexicains, particulièrement dans l'État de Veracruz, exercent leur métier dans des conditions sécuritaires désastreuses. Les assassinats de professionnels de l'information y sont légion, notamment lorsqu'ils s'intéressent aux trafics de drogue ou aux cartels. Depuis le début de l'année, dix journalistes ont été assassinés.

© [Freeimages.com](#) / Nate Nolting

## LES JOURNALISTES ENVIRONNEMENTAUX DANS LE COLLIMATEUR DES MAFIAS LOCALES

### En Inde, la mafia du sable sème la mort

Du Brésil à l'Indonésie, en passant par l'Afrique, les groupes mafieux font leur caviar en pillant les ressources naturelles au mépris de toutes les règles environnementales. Minerai, bois, pétrole, tout y passe, et même le sable, si l'on en juge par ce qui se passe en Inde : le 26 mars 2018, [Sandeep Sharma, connu pour ses enquêtes sur la « mafia du sable », a été écrasé par un camion-benne dans le Madhya Pradesh, au centre du pays](#). Il avait fait part à la police de menaces de mort dont il était la cible, elle n'a pas bougé. Et pour cause : le journaliste avait notamment découvert les liens d'un chef de la police locale avec des membres de cette mafia.

Ce business lucratif réunit toute une chaîne d'acteurs disparates, allant du villageois qui permet à un entrepreneur de draguer le fond d'une rivière en une nuit jusqu'au magnat de l'immobilier qui réalise des profits monstres grâce au boom de l'immobilier, juste en réduisant les coûts d'extraction de la matière première. Le tout avec la bénédiction de la police, de la justice et des politiciens du district, sans oublier le laisser-faire des autorités de l'Etat et du gouvernement central, qui n'ont aucune envie de freiner une activité au cœur de la croissance du PIB.

Les journalistes qui mènent des investigations sur ce phénomène font l'objet de représailles terribles. En juin 2015, [Jagendra Singh a succombé à ses blessures après avoir été victime d'un raid policier à l'issue duquel il a été brûlé vif](#). Il enquêtait notamment sur les liens du gouverneur de l'Uttar Pradesh avec le crime organisé autour des mines illégales. Quelques jours plus tard, **Haider Khan**, qui travaillait sur des expropriations abusives liées à l'exploitation minière, a été [battu et traîné derrière une moto](#) sur une centaine de mètres. [En octobre de la même année, Hemant Kumar Yadav a été abattu de plusieurs balles dans la poitrine par des hommes à moto, en représailles à ses articles](#).

Dans aucun de ces cas, les recherches menées par la police n'ont donné le moindre résultat, ce qui assure une forme d'impunité aux donneurs d'ordre. En 2016, dans le même Uttar Pradesh, deux reporters du *Jansandesh Times* et de *Hindustan*, **Karun Misra** et **Rajdev Ranjan**, ont à leur tour été [tués par balles](#) par des assaillants en moto après avoir publié plusieurs articles sur le même thème : l'exploitation illégale des sols. Plus récemment, le 22 juin 2018, le journaliste **Satyendra Gangwar** a été [blessé par balles](#) dans le nord du pays, près de la frontière népalaise, par des mafieux qui l'avaient déjà attaqué trois mois plus tôt.

Outre ces assassinats ou tentatives d'assassinats, les journalistes indiens subissent toutes sortes d'intimidation. [Deux reporters télé qui s'étaient rendus sur un site d'extraction illégale dans le Punjab](#), le 29 juillet 2018, ont été soudain attaqués par une foule de 100 à 200 personnes qui les a blessés et a détruit leur matériel. La police a mis plus de 40 minutes à répondre à leurs appels au secours ! Le risque est amplifié par la grande précarité des journalistes qui exercent dans l'Inde rurale, pigistes pour la plupart. La protection offerte par les médias qui les embauchent reste des plus aléatoires.

↓ L'extraction illégale de sable en Inde ou au Cambodge est une activité extrêmement rentable pour les groupes mafieux. Mais gare aux journalistes qui s'en approchent de trop près : les représailles sont d'une violence inouïe.

© AFP / Tang Chhin Sothy



## Les journalistes cambodgiens face au pillage des ressources

Pour avoir filmé des opérations illégales de dragage de sable dans les eaux cambodgiennes, des journalistes proches de l'ONG [Mother Nature Cambodia](#) (MNC) se sont retrouvés en prison. Trois d'entre eux ont été arrêtés en août 2015, incarcérés pendant dix mois et condamnés à payer 26 500 dollars de dommages et intérêts en échange de leur libération, alors qu'ils tentaient de rassembler des preuves de l'exploitation destructrice du sable marin par des entreprises violant les règles internationales de façon flagrante. La totalité du sable dragué sur la côte cambodgienne était expédiée à Singapour dans le cadre de gigantesques projets de poldérisation. L'entreprise à la manœuvre est soupçonnée d'appartenir au même « cartel », composé de personnes haut placées au ministère des Mines et de l'Energie, d'autorités locales et du puissant magnat Ly Yong Phat, connu pour ses liens étroits avec la famille du dictateur Hun Sen. Un dragage effectué à des profondeurs bien supérieures à celles autorisées et dans des zones interdites, réalisées par des entreprises constituées en véritable syndicat du crime, dont la plupart n'ont ni nom, ni adresse. Seule figure identifiée : un magnat peu scrupuleux proche du pouvoir, adossé à un groupe ayant appartenu... aux deux filles du Premier ministre.

Les deux autres reporters incarcérés en septembre 2017 filmaient la récolte de sable siliceux par d'importants bâtiments navals ayant déconnecté leurs systèmes SIA (système d'identification automatique), une pratique contraire au droit maritime. Les journalistes venaient de publier une vidéo dénonçant l'exportation non déclarée de sable vers Taïwan pour une valeur d'environ 35 millions de dollars, vidéo qui a totalisé plus de 2,3 millions de vues et près de 100 000 partages. Les montants en jeu sont énormes et la fraude est manifestement cautionnée par l'Etat. [Pour preuve, le harcèlement et les menaces subies par les journalistes de la part de porte-paroles du gouvernement, une pression mise en œuvre de façon systématique pour le plus grand bonheur des barons du cartel du sable.](#)

### GRAND ANGLE



→ Le journaliste cambodgien May Tittahra enquête sur la mafia du bois. Les groupes qui pillent les ressources naturelles ont d'abord tenté d'acheter le journaliste avant de mettre sur pieds un commando pour l'assassiner.  
©

#### May Titthara, le survivant

Agé de 39 ans, actuellement rédacteur en chef au *Khmer Times*, au Cambodge, depuis 2000, **May Titthara** mène une vie impossible depuis qu'il enquête sur la « mafia » du bois dans son pays. Combien de fois a-t-il été menacé ? Il n'a pas compté. La première fois, « ils » lui ont proposé de l'argent. Ils ont augmenté la mise devant son refus, avant de lui annoncer des poursuites judiciaires et l'éventualité d'un accident de la route dans lequel il pourrait bien trouver la mort.

Un jour qu'il enquêtait dans la province de Pursat, un commando composé de policiers corrompus et d'officiels chargés de la protection de l'environnement s'est lancé à ses trousses pour lui faire la peau. **May Titthara** s'en est sorti en soudoyant le concierge d'un hôtel, avant de fuir en moto dans la nuit pour ne pas finir avec une balle dans la tête au fond de la jungle.

« Personne ne pensait que je survivrais, mais j'ai survécu et je poursuis mes enquêtes », confie-t-il à RSF, racontant les multiples précautions qu'il prend, pour lui mais aussi pour sa famille, qui pourrait malheureusement faire les frais d'un raid mortel. Parfois, il admet se sentir très seul, par exemple à l'heure de demander à ses patrons des jours de congés pour se mettre au vert. « Dire la vérité, est-ce une erreur ? », ne peut-il s'empêcher de songer au moment d'écrire un article.



“

**N'oublions  
jamais que  
nous leur  
faisons plus  
peur qu'ils ne  
nous effraient**

John Grobler,  
journaliste en Namibie.

”



→  
Le Namibien John Grobler publie la plupart de ses enquêtes consacrées aux pillage des ressources primaires sur les réseaux sociaux. Il a subi une agression commise par des membres du principal parti politique du pays.

© John Grobler

## Quand John Grobler croise la route de Cosa Nostra en Namibie

Journaliste né il y a 55 ans en Namibie, où il exerce, **John Grobler** traque la main du crime organisé derrière l'extraction des ressources primaires, généralement avec l'aval d'hommes politiques corrompus. Indépendant, il publie essentiellement sur les réseaux sociaux, notamment Facebook. Il a été menacé lorsque ses investigations ont croisé les hommes de Cosa Nostra, la mafia sicilienne, en Afrique. Plus précisément lorsqu'il a tenté de voir si le légendaire or (environ 200 tonnes) de Kadhafi n'avait pas été blanchi par la famille Palazzolo, lié avec le fils du président de la Namibie dans une affaire de diamants.

**« En 2009, raconte-t-il, j'ai effectué une enquête sur un centre de villégiature appartenant à l'État, dont le gérant avait livré l'équivalent de près de 400 millions de dollars namubiens en biens à des amis de Pendukeni Iivula-Ithana, à l'époque secrétaire générale de la Swapo [South-West Africa People's Organisation, principal parti namibien], mais aussi ministre de la Justice, procureure générale et députée. J'ai alors reçu, à plusieurs reprises, des menaces anonymes par téléphone dont je la soupçonne d'être l'auteur. Elle a ensuite mené une campagne de diffamation sur le site de la Swapo, dans laquelle j'étais accusé d'appartenir à une section d'élite datant de l'apartheid et d'être un meurtrier de masse. Plus tard, alors que j'étais dans un bar bien fréquenté, j'ai été roué de coups par quatre membres de la Ligue de la jeunesse de la Swapo. J'ai réussi à la poursuivre en justice, mais l'Etat n'a pas assuré au pénal. S'en est bien sûr suivie une campagne calomnieuse à mon égard sur Facebook, que j'ai ensuite retournée contre eux. »** Récit glaçant que notre interlocuteur veut ponctuer d'une note optimiste : **« N'oublions jamais que nous leur faisons plus peur qu'ils ne nous effraient ».**

## LA CORRUPTION : MAFIAS, AFFAIRISTES ET POLITICIENS VÉREUX LIGUÉS POUR FAIRE TAIRE LES JOURNALISTES

### Pologne : Tomasz Piatek face aux réseaux russes

[La vie de Tomasz Piatek, prix RSF 2017](#), né en 1974 en Pologne, a basculé en 2017, lorsqu'il a entrepris de révéler les liens entre le ministre de la Défense de l'époque, Antoni Macierewicz, et la Russie. Au cœur de ses recherches : les relations cachées de ce dignitaire avec les services secrets russes, mais aussi avec le groupe mafieux Solntsevo, une branche de la mafia russe.

Après la publication d'une douzaine d'articles sur le sujet, le journaliste est approché par un ex-diplomate polonais – par ailleurs ancien vendeur d'armes et proche de Moscou – qui tente de le dissuader d'écrire sur les liens du ministre avec la mafia, prétendant détenir des informations beaucoup plus explosives : Macierewicz serait tout simplement... pédophile. Totalement improbable aux yeux de Tomasz Piatek, qui ne donne pas suite, devinant le piège visant à lui transmettre de fausses informations dans le but de le décrédibiliser.

La perspicacité de Piatek n'est pas du goût du diplomate qui s'arrange pour le dépeindre dans les colonnes d'un site d'infos intégriste comme un vulgaire consommateur de drogue, revendiquant avoir accès à ses conversations privées. Un temps alcoolique et amateur de substances psychotropes, Piatek a tourné la page au terme d'une thérapie dont il a effectivement parlé avec plusieurs de ses amis au téléphone.

La série d'articles sur le ministre et ses liens avec la mafia s'étoffe, et [en juin 2017 un livre, rapidement best-seller, voit le jour](#). La publication de cet ouvrage sur le ministre compromis provoque une déferlante d'attaques personnelles en provenance directe du sommet de l'Etat, relayées par les médias pro-gouvernementaux. L'hebdomadaire *Do Rzeczy* publie par exemple plusieurs articles où le journaliste apparaît comme un « amateur » relayant des théories « conspirationnistes », doublé d'un paranoïaque œuvrant pour un parti lié à l'étranger, habité d'une haine des catholiques ultra. Le tout assorti de pseudo-rapports des services secrets polonais étayant la thèse de la conspiration internationale.

Fin décembre 2017, Tomasz Piatek est agressé physiquement par un journaliste russe pro-Poutine, Sergey Grechushkin. Installé en Pologne, le confrère s'est fait passer pour un chauffeur de taxi au moment de pénétrer dans les locaux de la radio *Wyborcza/TOK FM* pour provoquer Piatek et l'inciter à répliquer, ce qui n'aurait pas manqué de nuire à sa réputation. Le journaliste est par ailleurs convaincu d'avoir fait à cette époque l'objet d'une écoute sauvage de sa ligne téléphonique – perceptible au bruit qu'elle entraîne lors des conversations téléphoniques –, sans compter des perturbations suspectes sur sa boîte mail, perturbations suffisamment ostensibles pour le conduire à les dénoncer et permettre à ses adversaires d'accréditer la thèse de sa paranoïa, les recherches de la police sur cette surveillance n'ayant étrangement rien donné...



→ La publication en 2017 d'un livre-enquête, « Macierewicz et ses secrets », révélant des liens troubles entre un ministre polonais et les services secrets russes, a mis le feu aux poudres. Le journaliste d'investigation polonais Tomasz Piatek a été poursuivi pour « terrorisme » devant un tribunal militaire. Il a finalement été blanchi en mars 2018.

© Jakub Porzycki / Agencja Gazeta

Sur le front judiciaire, le ministre de la Défense a choisi un biais inhabituel. Délaissant les poursuites pour diffamation, il a préféré porter le cas devant un tribunal militaire, s'appuyant sur un article du code criminel visant à faire de la publication du livre un « acte terroriste ». Détail important : le procureur du tribunal militaire était un fidèle du plaignant, auquel il devait sa carrière. [Le face à face avec le ministre prend fin en mars 2018, quand celui-ci est limogé dans le cadre d'un remaniement](#) et les poursuites entamées devant un tribunal militaire sont passées à la trappe dans la foulée. D'autres procédures sont cependant pendantes devant la justice civile, après les plaintes de trois personnalités également citées dans le livre comme liées au même réseau mafieux.

## Russie : politiques et porte-flingues

L'Histoire de France n'est pas avare d'assassinats politiques où l'on a vu des hommes proches du pouvoir central recruter des malfrats pour exécuter leurs basses œuvres. Un modèle encore à l'œuvre dans plusieurs pays, à commencer par la Russie, où politiques, espions et criminels ont toujours su se donner la main à l'heure d'éliminer des gêneurs.

Du commando qui a assassiné la célèbre journaliste russe **Anna Politkovskaïa**, le 7 octobre 2006, on sait à peu près tout. Le chef mafieux tchéchène Lom-Ali Gaitoukaïev a en effet été condamné à la prison à vie pour avoir monté l'opération, une peine écourtée par sa mort dans un hôpital pénitentiaire, en juin 2017. C'est lui, à en croire l'accusation, qui a recruté le tireur. Pas très loin puisqu'il s'agissait de son propre neveu, un certain Roustam Makhmoudov. Il a en même temps embauché les deux frères de cet homme de main, chargés de faire le guet le jour des faits, ainsi qu'un ancien policier moscovite, Dmitry Pavlioutchenkov. Un homme sollicité pour son savoir-faire – il a supervisé la filature de la journaliste – et ses connexions : il a fourni à ses complices l'arme du crime.

Seule ombre au tableau, et non des moindres : le commanditaire des faits n'a pas été identifié. Difficile cependant d'écarter l'hypothèse la plus plausible d'un commanditaire directement lié aux dirigeants politiques et militaires, russes et tchéchènes pro-russes sur lesquels la journaliste concentrait ses investigations, assurée qu'elle était du soutien de son journal, l'un des rares médias indépendant susceptibles de déranger le Kremlin.



→ Le corps d'Anna Politkovskaïa, journaliste d'investigation pour *Novaïa Gazeta* a été retrouvé dans l'escalier menant à son appartement. Elle était connue pour sa couverture du conflit en Tchétchénie et son opposition au chef du Kremlin Vladimir Poutine.

© AFP / Stan Honda



Un autre cas survenu en Russie : l'assassinat d'**Igor Domnikov**, lui aussi journaliste à *Novaïa Gazeta*, décédé le 16 juillet 2000 des suites d'une violente attaque au marteau subie trois mois plus tôt. Le commanditaire a été identifié, mais un peu tard. Chargé des basses œuvres sur le terrain, un autre chef mafieux, Edouard Tagirianov, a été interpellé et condamné à la prison à vie en 2007, en même temps que trois membres de sa bande – pour cet assassinat et vingt autres. Egalement arrêté, l'homme d'affaires Pavel Sopot a été condamné en 2013 à sept ans de prison pour avoir chapeauté le recrutement des voyous.

*Novaïa Gazeta* avait depuis le début une idée précise du commanditaire, en l'occurrence l'ancien vice-gouverneur de la région de Lipetsk, Sergueï Dorovski, à qui Domnikov avait consacré une série d'articles au cours de l'année précédant son assassinat. Ce n'est pourtant qu'en avril 2015 que ce dignitaire s'est retrouvé sur le banc des accusés. Très exactement un mois après le délai de prescription, ce qui lui a très opportunément permis d'échapper aux poursuites – il est mort en août 2018 sans plus avoir été inquiété.



## Turquie : la liste noire d'un mafieux partisan

Un appel au meurtre, le message du mafieux emprisonné Alaattin Çakıcı, brièvement publié sur Instagram le 29 juin 2018, ne laisse pas de place au doute. « *Toute ma vie, j'ai toujours prévenu ceux à qui j'allais faire du mal* », écrit-il avant de s'en prendre aux collaborateurs du quotidien *Karar*. « *Ils seront punis, en Turquie ou à l'étranger. Je m'adresse à tous ceux qui m'ont dit : 'Ordonne-nous de tuer, ordonne-nous de mourir.' [Qu'ils] accomplissent leur devoir.* »

[Les célèbres journalistes Ali Bayramoğlu, Etyen Mahçupyan, Akif Beki, Hakan Albayrak, İbrahim Kiras et Gürbüz Özaltnlı sont nommément visés.](#) Le mafieux demande juste à ses partisans d'épargner l'éditorialiste **Elif Çakır**, car « c'est une femme ». Alaattin Çakıcı n'en veut pas seulement à *Karar* pour un article qualifiant d'« insolente » sa demande d'amnistie. Il accuse aussi le journal d'avoir pris le parti de « l'alliance *du Mal* » au lieu de soutenir la coalition menée par le président Recep Tayyip Erdoğan aux élections du 24 juin 2018. D'après lui, *Karar* est à la solde des États-Unis et de la confrérie Gülen, désignée par les autorités comme le cerveau de la tentative de putsch du mois de juillet 2016.

Incarcéré depuis 2004, Alaattin Çakıcı est réputé proche du parti ultra-nationaliste MHP, allié clé du président Erdoğan lors des dernières élections. Son leader, Devlet Bahçeli, a appelé à de nombreuses reprises à la libération du mafieux, à qui il est venu rendre visite à l'hôpital en mai. Le 26 juin 2018, Devlet Bahçeli a lui-même [rendu publique une liste](#) de 70 personnalités, dont de nombreux journalistes, accusés de l'avoir « diffamé sans relâche » durant la campagne électorale.

La Turquie occupe la 157<sup>e</sup> place sur 180 pays au [Classement mondial de la liberté de la presse](#) établi en 2018 par RSF.

## QUAND LES YAKUZAS IMPOSENT LE SILENCE DANS LES RÉDACTIONS JAPONAISES

### Yakuza, le nom qu'il ne faut pas prononcer

Le terme « yakuza » désigne quatre familles représentant l'essentiel du crime organisé au Japon. Elles occupent depuis le XV<sup>e</sup> siècle une place importante dans la structure de la société traditionnelle et sont vues par une partie des Japonais comme un « mal nécessaire » contribuant à l'équilibre social. Elles sont réputées très liées aux pouvoirs économique et politique, bien que les autorités soient officiellement en guerre contre elles.

Le journaliste d'investigation **Tomohiko Suzuki**, embauché en 2010 comme intérimaire pendant un été dans l'entreprise énergétique Tepco pour tenter de prouver les liens entre la mafia et l'industrie nucléaire, décrit dans son enquête un système de corruption orchestré par les yakuzas, impliquant non seulement des politiciens mais aussi des responsables de grands médias.

Dans les rédactions japonaises, la tonalité générale est à l'autocensure lorsqu'il s'agit d'une affaire liée aux yakuzas, le terme étant lui-même remplacé par le doux euphémisme de « forces anti-sociales ». Très peu de journalistes ou d'éditeurs osent en réalité enquêter sur le crime organisé nippon, de peur de représailles.

En 2006, le fils adoptif du célèbre journaliste **Mizoguchi Atsushi** a été assassiné à l'âge de 34 ans à la suite d'une série d'enquêtes publiées par son père qui avaient déplu au parrain d'un groupe mafieux. Seize ans plus tôt, le journaliste avait déjà été grièvement blessé après un article dévoilant la structure de Yamaguchi-gumi, la plus grande des quatre familles yakuzas.

Même si de telles attaques restent exceptionnelles, les journalistes indépendants se sentent là encore particulièrement exposés. [Makiko Segawa, fixeuse pour de nombreux médias étrangers et correspondante de RSF](#), en a fait l'amère expérience en 2012 au cours d'une enquête sur l'implication de la mafia dans les opérations de suivi de la catastrophe nucléaire de Fukushima. « *Mes collègues ont essayé de me dissuader, ils n'arrêtaient pas de me dire que je risquais ma vie* », se souvient la journaliste, qui regrette qu'aucun grand média n'ait accepté de publier son enquête. L'article a finalement été mis en ligne en anglais dans la revue académique [The Asia-Pacific Journal](#), avec malheureusement peu d'impact auprès du public japonais.

→  
Les yakuzas font régner la terreur au Japon. Ils n'hésitent pas à s'en prendre aux familles des journalistes qui les dérangent. Mizoguchi Atsushi en a fait l'atroce expérience : son fils a été assassiné après la publication de plusieurs enquêtes dont le ton avait déplu à un chef mafieux.



## ENTRETIEN avec Jake Adelstein



« **Les yakuzas utilisent les médias comme outil de pression** »

En 2005, le journaliste américain **Jake Adelstein**, qui travaillait pour le quotidien tokyoïte *Yomiuri Shimbun*, a reçu des [menaces de mort](#) à la suite d'une enquête portant sur les activités de blanchiment d'argent de la plus grande famille yakuza. Devant le refus de sa rédaction de publier l'enquête, il a démissionné. Elle est finalement sortie trois ans plus tard dans le *Washington Post*, puis sous la forme d'un livre intitulé « *Tokyo Vice* ». Agé de 49 ans, il collabore par ailleurs avec l'ONG japonaise [Lighthouse](#) dans la lutte contre le trafic d'êtres humains et [soutient les journalistes](#) dans leurs enquêtes sur les sujets tabous au Japon.

→  
L'Américain  
Jake Adelstein se  
consacre au crime  
organisé au Japon,  
où les yakuzas  
imposent leur loi.  
© DR

31

### **Pensez-vous que votre statut de journaliste étranger vous donne plus de liberté dans vos enquêtes sur la mafia ?**

« Absolument. Etre un *gaijin* [étranger en japonais] change la donne car je ne suis pas soumis aux obligations et aux valeurs qui structurent la société. Dans l'esprit des Japonais, le témoignage d'un étranger est moins crédible et représente donc une menace moins importante pour la mafia. Mais ce qui est intéressant, c'est que les médias étrangers, en publiant sur des sujets sensibles au Japon, incitent parfois la presse japonaise à couvrir ces mêmes sujets, ce qu'elle n'aurait pas fait spontanément. Par exemple, j'ai [publié dans Vice une photo](#) dévoilant la relation cachée entre le vice-président du Comité olympique japonais et le parrain de la plus grande mafia japonaise. La photo circulait déjà dans les rédactions japonaises, mais personne n'osait la publier. Sa mise en ligne sur un site étranger a permis sa publication dans la presse nippone.

### **Vous avez été menacé dans vos enquêtes, existe-t-il des mécanismes de protection pour les journalistes au Japon ?**

Non, aucun dispositif spécial n'existe pour protéger les journalistes des représailles des yakuzas et l'hostilité du gouvernement de Shinzo Abe envers les médias ne laisse pas présager de changement. Il y a toujours l'option de se tourner vers la police, cependant elle ne s'impliquera pas s'il s'agit de menaces émanant de groupes yakuzas bénéficiant de soutiens politiques. J'ai pour ma part été obligé de recourir aux services d'un garde du corps privé pendant quatre ans, qui était lui-même un ancien yakuza.

### **Comment la publication de vos enquêtes sur les yakuzas a-t-elle été reçue par les Japonais ?**

J'ai reçu des retours positifs de la part des lecteurs japonais. Beaucoup de mes collègues journalistes au Japon m'ont confié qu'ils auraient aimé écrire eux-mêmes sur les yakuzas et d'autres sujets tabous, mais qu'ils avaient renoncé en raison de la pression sociale. Par exemple, la simple mention du terme « yakuza » dans une émission télévisée est supprimée du montage. A en croire mes collègues japonais, être un journaliste étranger est un privilège, car je suis libre dans mes enquêtes et je peux quitter le Japon à tout moment. Les reporters japonais ont l'impression d'être coincés dans un environnement qui les pousse à l'autocensure.



“

**J'ai été obligé  
de recourir  
aux services  
d'un garde du  
corps privé,  
lui-même  
ancien yakuza,  
pendant  
quatre ans**

Jake Adelstein,  
journaliste américain  
au Japon

”

### **Les rapports entre les médias japonais et le crime organisé ont-ils évolué ?**

La relation entre la mafia et les médias a beaucoup évolué ces dernières années. A en croire mon histoire personnelle, on pourrait penser que cette relation a toujours été hostile, cependant il fut un temps où mafia et média coexistaient sans heurt. Aujourd'hui, un compromis a été trouvé, que je qualifierais de « détente » : les journalistes ont retiré le terme « yakuza » de leur vocabulaire et les groupes mafieux ont cessé les menaces directes contre la presse. Dans un monde où la couverture médiatique est décisive, les yakuzas tiennent surtout à protéger leur réputation afin d'éviter d'être comparés à des groupes terroristes. Ainsi, on peut lire dans la presse l'histoire de groupe mafieux venant en aide aux sinistrés après [un tremblement de terre](#).

### **Le statu quo entre yakuzas et journalistes confère-t-il plus de liberté (et de protection) aux journalistes ?**

La presse japonaise évite toujours d'écrire sur une affaire liée au crime organisé tant qu'elle n'a pas été préalablement rendue publique par la police. Pourtant, les yakuzas ne sont pas complètement absents des médias japonais. D'une part, il existe des magazines spécialisés pour satisfaire la curiosité des fans de la culture yakuza. D'autre part, j'ai remarqué des enquêtes dans lesquelles les yakuzas étaient la principale source d'information. Par exemple, l'ex-ministre de la Justice japonais Keishu Tanaka a fait la [couverture des journaux pour avoir conspiré avec un groupe mafieux](#). L'affaire a été rendue publique grâce à ce même groupe qui a révélé l'histoire aux journalistes. Les médias sont ainsi devenus un outil de pression utilisé par les yakuzas contre leurs propres ennemis. »

# 3

## QUELLES RÉPONSES FACE À LA MENACE MAFIEUSE ?

### LA PROTECTION DE L'ETAT... PARFOIS INSUFFISANTE

#### Mexique : des mesures de protection partielles

33

Alors qu'il avait déposé une demande de protection à la suite de menaces, [le journaliste mexicain Rubén Pat a été assassiné le 24 juillet 2018](#). Directeur de l'hebdomadaire digital *Semanario Playa News*, il été abattu de six coups de feu dans un café de Playa del Carmen, ville de l'Etat du Quintana Roo (sud-ouest du pays).

Un an auparavant, en juin 2017, Rubén Pat [avait été arrêté arbitrairement, menacé et torturé](#) par des membres de la police locale de la municipalité de Solidaridad, quelques jours après avoir dévoilé des informations sur des liens entre des fonctionnaires et des bandes criminelles locales. En mai 2018, il avait reçu des menaces via WhatsApp et réclamé en urgence un dispositif de sécurité. Le [mécanisme fédéral de protection des journalistes](#) ne lui avait alors accordé qu'un « bouton de panique » et un GPS. Mesures insuffisantes aux yeux du journaliste, qui disait « travailler dans la peur », [RSF avait exigé un renforcement de ces mesures de protection](#). En vain.

Son assassinat est survenu moins d'un mois après [l'exécution de José Guadalupe Chan Dzib](#), journaliste appartenant au même média, où il assurait la rubrique Police. Entre-temps, le 21 septembre, [Mario Leonel Gómez Sánchez a lui aussi été assassiné](#), cette fois dans l'Etat du Chiapas. Une hécatombe qui a poussé RSF à appeler Andrés Manuel López Obrador, le nouveau président mexicain, à renforcer urgemment la protection des journalistes. « *Les autorités mexicaines doivent tirer les conséquences de ce terrible événement : le mécanisme fédéral de protection a failli dans sa mission à protéger Rubén Pat, dont la situation de vulnérabilité était connue depuis longtemps* ».

© CCO

CRIME SCENE DO NOT CROSS



## PLUSIEURS ORGANISMES FÉDÉRAUX SONT CENSÉS GARANTIR LA PROTECTION DES JOURNALISTES :

- 1)** La Feadle (Parquet spécial pour la surveillance des délits commis contre la liberté d'expression) dépend du Bureau du procureur général de la République. Par manque de personnel et de ressources financières, elle ne parvient pas à traiter efficacement les plaintes qui lui parviennent. Lorsque les dossiers sont enfin constitués et arrivent au tribunal, ils sont trop souvent rejetés par le juge, au prétexte de failles juridiques, notamment.
- 2)** La CNDH (Commission nationale des droits de l'Homme) est un organe gouvernemental qui dispose d'une autonomie juridique et financière. Elle est dirigée et administrée par un président et un Conseil consultatif de dix membres, tous nommés par le Sénat. Via son programme spécial sur les infractions contre les journalistes et les défenseurs des droits de l'Homme, elle réceptionne les plaintes de journalistes en danger. Lorsque les agressions sont commises par des fonctionnaires, elle peut émettre des recommandations, qui n'ont cependant pas de caractère contraignant.
- 3)** Le Mécanisme fédéral de protection des défenseurs des droits de l'Homme et des journalistes, rattaché au ministère de l'Intérieur (Segob), est administré par un comité spécial de représentants, appelé Junta del Gobierno, qui regroupe des membres du Conseil consultatif du Mécanisme (journalistes et défenseurs des droits de l'Homme) et un représentant expert pour chacune des entités suivantes : la Feadle, la Segob, la Commission nationale de sécurité, le ministère des Affaires étrangères et la CNDH.
- 4)** La Commission exécutive d'attention aux Victimes (Ceav) est un organisme autonome chargé de porter secours aux individus dont les droits élémentaires ont été bafoués (toutes professions confondues), créée à l'initiative d'organisations de la société civile. Elle est concentrée sur l'assistance et la réparation financière des préjudices subis par les victimes. Une unité spéciale en charge de la profession a été créée en 2018, mais peu de journalistes ont pu bénéficier de son soutien.

D'une façon générale, ces entités fédérales ne communiquent pas suffisamment entre elles et sont régies par leurs propres lois et règles de fonctionnement.

### Italie : de la vigilance au chantage

Le cas de l'Italie est différent. « *Ce sont les autorités qui m'ont informé du danger que je courais, rappelle le journaliste **Lirio Abbate**. Ce sont elles qui ont capté les premiers signaux de danger avant que je me rende compte de la gravité de ma situation, elles, enfin, qui m'ont imposé une protection 24 heures sur 24.* »

La classe politique italienne est unanime, du moins en façade. La plupart des journalistes menacés reçoivent le soutien public des élus locaux et nationaux, en particulier de ceux du centre-gauche, mais aussi de représentants de l'appareil judiciaire, souvent en première ligne pour enquêter sur les mafieux.



[Après l'attentat déjoué contre lui](#), **Paolo Borrometi** a ainsi reçu le soutien explicite de représentants politiques de tous bords, à commencer par celui du Premier ministre de l'époque, Paolo Gentiloni, mais aussi de plusieurs syndicats. Sans oublier la [déclaration remarquable du Pape François](#) (le premier Pape à avoir publiquement dénoncé la mafia est Jean-Paul II). Projet inédit, l'ancien ministre de l'Intérieur Marco Minniti avait lancé les bases d'un centre de coordination entre son ministère, la police, les associations de journalistes et la presse en général. Projet abandonné après la fin de son mandat. Ce centre, s'il avait vu le jour, aurait été le premier dans son genre en Europe. Son objectif : assurer une coordination sans faille et immédiate entre les différents acteurs dès qu'un journaliste reçoit une menace ou est agressé.

La protection de la police italienne et le travail d'investigation qu'elle effectue en amont sont extrêmement précieux. [D'où la gravité des propos tenus par le nouveau ministre de l'Intérieur, Matteo Salvini, au sujet de la protection accordée au journaliste et écrivain Roberto Saviano](#), spécialiste de la mafia napolitaine. L'origine du contentieux se situe dans les critiques émises par le journaliste au sujet de la politique migratoire du gouvernement Italien. En guise de représailles, le ministre a carrément menacé Saviano de lui retirer la protection dont il bénéficie depuis plusieurs années. Il ne pourrait pas mettre cette menace à exécution sans l'approbation d'une commission chargée de ces sujets, mais le simple fait d'avoir proféré cette menace est une première bien dangereuse en Italie.



→ Sur les murs de Rome, un graffiti grimant le pape en super-héros a été tagué après la violente charge du souverain pontife contre la mafia fin 2017.

© twitter / Lirio Abbate



Fondatrice, en 2003, du site d'informations *Il Tacco d'Italia*, la journaliste italienne Marilù Mastrogiovanni connaît de près la Sacra Corona Unita, la mafia qui sévit dans les Pouilles. Elle vit sous protection policière depuis plusieurs années.

© AFP

## Marilù Mastrogiovanni contre le mauvais vent des Pouilles

Directrice de *Il Tacco d'Italia*, un site d'information qu'elle a fondé en 2003, la journaliste d'investigation **Marilù Mastrogiovanni** est une spécialiste de l'organisation mafieuse Sacra Corona Unita. Elle s'intéresse notamment depuis de nombreuses années à la gestion des déchets dans la région des Pouilles, un business juteux qui permet à ce réseau criminel de prospérer grâce au soutien de certains élus locaux.

[Marilù Mastrogiovanni, qui a fait l'objet par le passé de menaces directes et explicites de la part de l'organisation criminelle](#), a vu à plusieurs reprises le niveau de la protection policière de la rédaction baisser, voire disparaître, dès que la tension retombe. En cas de nouvelle menace, des patrouilles étaient organisées, mais comme le confie la journaliste à RSF, « *cela ne stoppe pas la mafia* ». Plusieurs fois, des cambrioleurs se sont ainsi introduits dans les bureaux pour dérober des ordinateurs. Marilù a également subi des pressions jusque chez elle, comme cette nuit où des inconnus se sont glissés dans son jardin pour tuer son chien à coups de bâton, ou cette fois où un incendie a carrément été allumé derrière la maison, toujours en pleine nuit, qu'elle a éteint à temps avec son mari.

Concomitamment, un politicien local proche de la mafia a annoncé sur Facebook qu'il allait se rendre au domicile de Marilù Mastrogiovanni pour la frapper. La police a alors stationné un véhicule devant chez elle. En 2017, le maire de Casarano, membre du même parti que le précédent, a fait coller des posters sur les murs de la ville – payés avec l'argent public – invitant les citoyens à réagir contre cette journaliste dont les écrits sur la mafia salissaient la réputation de la commune.

Marilù Mastrogiovanni bénéficie désormais d'une protection policière permanente, comme une dizaine de ses collègues en Italie, mais [la récente publication d'une enquête](#) sur l'infiltration présumée du crime organisé dans le secteur du tourisme de Salento, région connue pour ses stations balnéaires et ses villages perchés, a fait encore monter la tension d'un cran. Fin juin 2018, des sacs d'ordures ont été déversés devant le domicile de la journaliste en guise d'avertissement. Quinze jours plus tard, le 7 juillet, elle a découvert près de 4 000 mails contenant des menaces de mort dans la boîte aux lettres du site d'information, sans compter les 600 reçus par son mari, journaliste lui aussi et représentant légal de la coopérative journalistique à la tête du site *Il Tacco d'Italia*.

Le préfet et le chef de la police lui ont demandé de communiquer toutes les informations concernant ses déplacements afin d'organiser les patrouilles. Elle s'est pliée à leur requête, mais la dernière fois qu'elle est revenue à Casarano, il n'y avait personne pour assurer la protection de sa famille. Elle a passé deux nuits sans dormir, les enfants à l'abri chez des amis, avant de prendre la décision de quitter Casarano et cette maison isolée dans la campagne. « *Il n'y a pas assez de policiers pour combattre la mafia et encore moins pour défendre les journalistes* », conclut la journaliste, d'autant plus dépitée que ces menaces ont fini par décourager une partie des annonceurs publicitaires qui faisaient vivre la petite entreprise journalistique. Dernière chance de survie : tenir avec le seul financement des lecteurs.

“

**Il n'y a pas assez de policiers pour combattre la mafia et encore moins pour défendre les journalistes**

Marilù Mastrogiovanni,  
journaliste italienne.

”

## Slovaquie : protégé quelques semaines

Etre journaliste en Slovaquie et s'attaquer aux questions criminelles, c'est prendre le risque de mettre sa vie en danger, mais aussi celle de sa propre famille. Le responsable de la rédaction d'un média national – qui a souhaité garder l'anonymat – enquête depuis un an et demi sur les liens entre des entrepreneurs italiens liés à la 'Ndrangheta et la classe politique ainsi que les élites slovaques. Outre les poursuites en diffamation devant les tribunaux, qui restent encadrées, mais peuvent donner lieu à de lourdes condamnations, il voit les membres de la rédaction régulièrement menacés sur les réseaux sociaux. Lui-même a fait l'objet d'une attaque verbale directe dans la rue.

Depuis l'assassinat de Jan Kuciak et de Martina Kusnirova, sa compagne, le journaliste a multiplié les précautions. La rédaction a bénéficié d'une protection officielle après ce double crime, mais elle n'a duré que quelques semaines. Il est confiant quant au fait que ceux qui les ont assassinés finiront un jour sous les verrous. « *Nous ne sommes pas des héros*, dit-il. *Nous voulons juste informer les gens sur ce qui se passe vraiment en Slovaquie, même au sujet de ces choses sombres* ». Arrêter ? « *Pas question* ».

37

## Lutte contre l'impunité : de la nécessité d'enquêtes approfondies

Dans un pays comme le Mexique, où le nombre de cadavres ramassés chaque année dans les rues ou découverts dans les fosses communes pourrait laisser croire que le pays est en guerre civile, les mafieux savent que la justice est aussi débordée que la police criminelle, ce qui leur assure une forme d'impunité. Selon les chiffres de la Commission nationale des droits de l'Homme, (CNDH), plus de 90 % des agressions et crimes contre les journalistes restent impunis au Mexique. Dans certains Etats comme Tamaulipas, Veracruz ou Sinaloa, on avoisine même les 100 % d'impunité.

En Slovaquie et à Malte, les assassinats de journalistes sont plus rares, mais un point commun avec le Mexique émerge : les services de police chargés localement des enquêtes semblent abriter des agents qui n'ont aucun intérêt à voir les investigations progresser. Par ailleurs, les commanditaires de ces assassinats prennent un certain nombre de précautions et limitent les traces et indices en recourant généralement à des tueurs professionnels.

### Au Mexique, + de 90 % des crimes connus contre les journalistes restent impunis







Un an après l'assassinat de la journaliste maltaise, [force est de déplorer que l'enquête ne progresse pas](#). Ce qui n'est pas bon signe en matière criminelle, où le temps joue toujours en faveur des assassins.

Interrogé par RSF, Matthew Caruana Galizia, fils de Daphne, tuée en octobre 2017, le confirme avec ses mots blessés.

**« Avec ma famille, nous menons campagne en faveur d'une justice pleine et entière. Justice pour ma mère qui a été assassinée mais aussi justice dans toutes ces affaires qu'elle avait mises en lumière, ces cas de corruption et d'abus de la part de responsables du gouvernement et d'entreprises puissantes dont les agissements relèvent du crime organisé. Après le meurtre de ma mère, le Premier ministre s'est précipité chez CNN, promettant d'arrêter les responsables. Des promesses sans lendemain auxquelles personne n'a cru. Et pour cause, aucun gouvernement ne peut garantir que justice sera faite pour un crime auquel il est soupçonné d'avoir participé.**

→ Matthew Caruana Galizia, le fils de la journaliste maltaise assassinée, Daphné Caruana Galizia, mène une campagne en faveur d'une justice pleine et entière pour sa mère.

© AFP

**“  
Ce cycle de corruption et d'impunité conduira inévitablement à d'autres meurtres de journalistes en Europe**

Matthew Caruana Galizia, fils de la journaliste Daphne Caruana Galizia assassinée à Malte.

”

**Plus d'un an après les faits, la situation est au point mort. L'attaque à la bombe menée en plein jour, devant ses proches, contre l'une des journalistes les plus éminentes d'un pays de l'Union européenne n'a engendré aucune action concrète. L'impunité règne à Malte et cet assassinat perpétré sous les yeux de tous le prouve une nouvelle fois. Le fait qu'aucune poursuite n'ait été lancée contre les fonctionnaires du gouvernement empêtrés dans des affaires de corruption révélées par ma mère était déjà éloquent. Comment ne pas voir une impunité criante dans le fait d'étouffer l'assassinat de ma mère, de retarder l'enquête, de bafouer nos droits, de s'opposer à ce que des recherches soient menées pour déterminer ce qu'il aurait fallu faire pour éviter ce meurtre ? Que faut-il penser d'un communiqué de presse officiel qui déclare que nous, ses enfants, sommes "des ennemis d'Etat" pour avoir demandé justice ? Ce cycle de corruption et d'impunité conduira inévitablement à d'autres meurtres de journalistes en Europe. Malte est un pays toxique dont la communauté internationale doit se soucier. Car, si rien n'est fait, qui empêchera d'autres leaders européens de penser : "S'ils s'en sortent aussi facilement, alors pourquoi pas moi ?" ».**



→ La voiture de la journaliste maltaise Daphne Caruana Galizia a été projetée dans un champ par la violence de l'explosion, à quelques pas de son domicile.

© AFP



→  
Roberto Saviano  
© Paul Grelet

## QUAND LA PRESSION EST TROP FORTE

### L'exil

S'exiler pour fuir une mort certaine, c'est se priver de ses sources et acter la victoire de la mafia, reine en son territoire. Pourtant c'est souvent une question de survie physique et mentale. La gravité et la répétition des intimidations peut inciter à mettre des milliers de kilomètres entre son sujet et soi.

Une existence trop confinée peut par ailleurs déstabiliser n'importe quel être normalement constitué. Le journaliste italien Paolo Borrrometi s'est ainsi plaint de ne pas pouvoir se permettre le luxe d'une relation sentimentale, de ne pas pouvoir aller au cinéma, ni se promener librement dans la rue, encore moins rendre visite à ses parents en Sicile. Comment supporter la mort qui rôde sans cesse, le poids du danger et ce sentiment de solitude qui finit par atteindre celui qui passe sa vie entre plusieurs gardes du corps ? D'autant que les collègues ne comprennent pas toujours la gravité de la situation, ainsi de l'attentat déjoué contre Borrrometi, qui n'a pas été considéré selon lui à sa juste mesure. « *Il faudrait que je meure vraiment pour que ce genre d'attentats fasse la une des journaux* », déplorait-il auprès de RSF.

La menace s'élargit parfois aux familles des journalistes, ce qui rend la situation encore plus insupportable. Les mafieux ont fait en sorte que la journaliste italienne Federica Angeli craigne pour ses enfants, comme ils avaient mis en danger les parents de Borrrometi en déclenchant un incendie dans la maison où ils se trouvaient.

Journaliste albanais, **Basir Collaku** n'est pas loin de faire lui aussi le choix de l'exil, à l'instar de Roberto Saviano, qui vit désormais le plus souvent aux Etats-Unis. Freelance, Collaku a réalisé une enquête qui a provoqué l'ire du ministre de l'Intérieur de son pays. Son scoop : un entretien avec un ancien responsable de la lutte contre le trafic de drogue, Dritan Zagani, arrêté et menacé de mort après avoir dénoncé la gangrène de sa corporation. Un journal et une chaîne de télévision ont accepté de diffuser le travail du journaliste, avant de reculer subitement après que le rédacteur en chef a reçu plusieurs appels du Premier ministre et du ministre concerné. La suite du reportage n'a pu être diffusée que sur les réseaux sociaux, tandis que plusieurs médias officiels ont dénigré le travail du journaliste.

Deux ans plus tard, une procédure pénale initiée par la justice italienne confirmait une partie des révélations du reporter, sans toutefois pouvoir atteindre le désormais ex-ministre albanais. Dans l'intervalle, la vie de Basir Collaku a viré au cauchemar. Le journaliste a limité les mouvements la nuit, craignant les menées d'hommes de main à la solde des trafiquants. La situation a fini par affecter à la fois son travail et sa vie privée, avec des effets directs sur sa vie familiale. Sans compter que de nombreux médias lui ont fermé leurs portes, soucieux de ne pas se mettre à dos la clique au pouvoir à la tête du pays. De quoi nourrir chez ce journaliste une sérieuse envie d'émigrer, juste pour renouer avec cette vie tranquille que Saviano a perdu pour longtemps, même en mettant un océan entre son pays et lui.



→  
Oscar Arturo Cantú Murguía, ancien  
rédacteur en chef du quotidien  
Norte de Ciudad Juárez

©José Zamora

## Le renoncement

### **ENTRETIEN** avec **Oscar Arturo Cantú Murguía**

Ex-rédacteur en chef du quotidien Norte de Ciudad Juárez

#### **Pourquoi avez-vous décidé de fermer le journal Norte ?**

« [Le décès de notre journaliste Miroslava Breach l'an dernier](#) a été le déclencheur. J'étais très proche d'elle professionnellement. Sa mort m'a causé une grande douleur. Je me suis posé des questions sur le manque de sécurité et de garanties pour l'exercice d'un journalisme critique, d'investigation et de contre-pouvoir que j'ai pratiqué pendant 27 ans. J'ai mesuré les risques auxquels nous sommes confrontés et l'impunité qui a existé par le passé et qui perdure aujourd'hui. On se sentait abandonnés de tous, de la société comme des institutions gouvernementales, dont plusieurs porte-parole ont disqualifié le travail des médias.

J'ai mis tous ces éléments dans la balance et j'ai considéré que nous devons faire quelque chose de différent de tout ce que nous avons fait jusqu'alors. Ce que nous avons publié n'avait pas eu d'écho dans la société, ni auprès du gouvernement. C'est pour protester que j'ai décidé de fermer le journal. La première chose était de réclamer la recherche des assassins de Miroslava et dire haut et fort que nous ne tolérerions plus aucune impunité. Même si la décision d'arrêter a été douloureuse, je ne voulais plus continuer à perdre des vies humaines.

Il n'y avait pas que Miroslava. Des menaces ont également été proférées à l'encontre des miens. Je n'en ai jamais parlé parce que je ne voulais pas faire peur à mon épouse, ni à mes filles, déjà suffisamment terrorisées.

#### **Pouvez-vous donner des détails sur les menaces, les pressions et les intimidations dont ont été victimes les journalistes de Norte ?**

Des balles ont été tirées à plusieurs reprises en direction de nos bureaux. Des journalistes ont été séquestrés et frappés par des narcotrafiquants. Personnellement, j'ai reçu des appels anonymes. On me disait que si je ne voulais pas qu'il m'arrive la même chose qu'à Miroslava, il fallait que j'arrête de « créer des problèmes ». Je ne sais pas si ces menaces venaient des assassins ou de membres de la classe politique. La seule personne à laquelle j'avais dit que j'allais fermer le journal était le gouverneur Javier Corral. Je suis même allé à Chihuahua pour parler avec lui et le lui annoncer. Et c'est précisément le lendemain de cette rencontre que les menaces sont survenues. C'était la seule personne qui savait que j'allais fermer en guise de protestation.

#### **Comment progresse l'enquête sur l'assassinat de Miroslava ?**

Une personne est en prison, mais jusqu'à présent il n'y a pas eu de procès. Un enregistrement a pourtant été trouvé dans la maison de l'assassin. On y entend une conversation entre un conseiller municipal de Chínipas, membre du Parti d'Action nationale (le PAN), demandant au responsable de la communication de ce parti de rechercher les sources de Miroslava, à la demande du secrétaire général du PAN, lequel est aujourd'hui devenu le secrétaire particulier du gouverneur.



### Quels articles ont suscité l'ire des mafieux ?

Nos enquêtes sur les chefs de la police corrompus, surtout. Les pressions ont été également fortes lorsque nous avons soutenu l'innocence de deux personnes mises en cause dans l'assassinat de femmes. Leurs avocats ont été assassinés et l'un des inculpés a été tué en prison. On a réussi à faire libérer le second.

### Voyez-vous une manière de sortir par le haut ?

Le journal *Norte* a un nouveau projet fondé sur le « journalisme de Contrapeso » (« Contrepoids »). Il s'agirait de lancer un magazine papier de journalisme d'investigation. L'idée serait de ne pas accepter de publicité institutionnelle et de s'appuyer sur la seule société civile, afin d'échapper aux pressions... »



→  
Pavla Holcová,  
journaliste tchèque, a  
fondé son propre site  
d'investigation en 2013.  
© [Blesk.cz](http://Blesk.cz)

## LES JOURNALISTES ORGANISENT LA RÉSISTANCE

### Rompre l'isolement : la méthode de la Tchèque Pavla Holcová

Etre son propre patron, cela a été pour [Pavla Holcová](#) la solution. La meilleure façon d'échapper aux pressions de la hiérarchie, mais aussi une énorme source de risque. Les menaces qu'elle a subies ont plutôt pris la forme d'avertissements « amicaux », de recommandations l'invitant à cesser ses investigations avant que le risque ne devienne trop grand. Des messages jamais signés, évidemment, alors qu'elle enquêtait sur le crime organisé entre Italie et Balkans et ses implantations en République tchèque et en Slovaquie. L'assassinat de Jan Kuciak, avec qui elle collaborait, l'a fortement ébranlée. Difficile de ne pas interpréter cet acte criminel comme un message adressé à tous les journalistes investiguant dans la zone. Elle a été placée pendant plusieurs mois sous protection policière.

C'est en 2013 qu'elle a fondé [Investigace.cz](#), avant d'y consacrer l'essentiel de son énergie. Pour rompre l'isolement, elle s'est rapprochée de l'[OCCRP](#) (Organized Crime and Corruption Reporting project) et a pris part à plusieurs projets de l'ICIJ, des Panama Papers aux Paradise Papers. Elle a enfin mis sur pied le [Czech Center for Investigative Journalism](#), à l'origine de plusieurs enquêtes sur des figures du crime organisé serbe et italien, les investissements des services secrets macédoniens à Prague, le blanchiment d'argent et les compagnies off-shore.

Pour le reste, Pavla Holcová compte sur une médecine douce dont elle a le secret : un indéboulonnable optimisme. Comme elle dit, « *il est très difficile de vivre lorsque l'on pense sa vie en danger* ». La vraie difficulté étant de trouver un équilibre entre la vie privée et la sphère professionnelle.



→ Menacé, le directeur de l'hebdomadaire mexicain *Río Doce*, Ismael Bojorquez n'a jamais songé à fermer sa revue, même après l'assassinat de l'un de ses collaborateurs.

© Roxana Vivanco

## Réduire les risques

### **ENTRETIEN** avec **Ismael Bojorquez**

Directeur et fondateur de *Río Doce* (Mexique)

« *Nous n'avons pas renoncé* »

#### **Après l'assassinat de Javier Valdez, avez-vous songé à fermer le journal, comme l'a fait Norte de Ciudad Juárez ?**

« Non, nous n'avons jamais envisagé cela. Après l'assassinat de [Javier](#) [journaliste mexicain à *Río Doce* et correspondant pour l'*AFP*, assassiné en mai 2017, NDLR] une stagiaire m'a demandé de l'envoyer sur le terrain faire des reportages. Je n'oublierai jamais. Nous n'avons jamais pensé à abandonner le navire. Nous avons toujours pensé à l'engagement que nous avons avec nos lecteurs. C'est aussi en mémoire de Javier que nous continuons, comme une sorte de loyauté envers lui. Nous connaissons les risques, surtout quand il s'agit d'aborder la question du narcotrafic. Nous essayons de faire davantage attention, nous prenons des mesures de sécurité certes un peu invasives, mais nous n'avons pas modifié notre ligne éditoriale. Nous faisons juste très attention aux angles.

#### **Comment se manifestent les menaces envers les journalistes de *Río Doce* ?**

Il y a quelques mois, une personne s'est approchée de l'immeuble du journal et a pris des photos. Nous avons enquêté et apparemment ce n'était rien. Mais nous sommes sur le qui-vive. Nous faisons attention aux réseaux sociaux. Avant, quand on voulait intimider un journaliste, on venait le voir à la rédaction, on l'appelait. Aujourd'hui ça se passe via les réseaux sociaux. Faire du journalisme, parler de la corruption et enquêter sur le narcotrafic reste dangereux, dans le Sinaloa comme à Mexico. Nous essayons dans la mesure du possible de réduire les risques.

#### **Les journalistes de *Río Doce* travaillent-ils dans la peur ?**

Si j'ai peur, personnellement ? Oui. Nous devons régulièrement recourir à la maudite autocensure. Nous ne travaillons pas normalement. Notre principal problème est l'argent et notre difficulté à développer l'activité. Nous sommes un petit groupe de reporters pour tout l'Etat du Sinaloa, trop peu nombreux pour mener correctement les enquêtes. Juan Millán Lizarraga, gouverneur de Sinaloa jusqu'en 2004, nous a menacés en disant : « Je vais les affamer, ils vont mourir de faim ». Nous avons été particulièrement percutant dans nos publications sur des actes de corruption concernant son gouvernement. En 2009, des inconnus ont jeté une grenade dans les bureaux de *Río Doce*. Nous n'avons pourtant jamais renoncé ! »



→  
Deux journalistes  
françaises ont enquêté  
en Afrique sur des  
sujets sensibles :  
trafic de cornes de  
rhinocéros, trafic d'être  
humains, corruption...

© Freeimage.com / Sias  
van Schalkwyk

## Rester dans l'ombre : témoignages de deux journalistes en Afrique

Comment réaliser des documentaires d'investigation en Afrique sur des sujets aussi sensibles que le trafic de cornes de rhinocéros ou la corruption ? Sur fond d'instabilité politique et de misère, le danger rôde à tous les coins de rue, en particulier lorsqu'on s'approche d'un commissariat de police. Une seule solution, éprouvée par la journaliste-réalisatrice française **Olivia Mokiejewski**, 41 ans, comme par sa consœur **Barbara Conforti**, vingt ans de grand reportage à son actif : pratiquer la dissimulation en permanence, communiquer par le biais de messageries cryptées, ne tenir personne au courant de son agenda – ce qui n'est pas sans risque – et si possible ne jamais revenir sur ses pas.

*« L'enquête est d'autant plus difficile, témoigne Olivia, que les populations locales, souvent très pauvres, sont soumises à ces mafias, au point d'être leurs yeux et leurs oreilles. On m'a souvent suggéré de me concentrer sur des sujets de fille, dit-elle. Tout peut basculer à tout moment. On ne peut faire confiance à personne. On doit cacher ses rushes, changer de lieu d'hébergement ».*

La seule fois où Barbara a eu vraiment peur, c'était au Nigéria, à Bénin-City.  
*« Pour la première fois, dit-elle, j'ai eu conscience que j'avais dépassé la ligne. J'étais en contact avec des trafiquants d'être humains qui vendent les filles comme ils vendraient des bêtes. J'étais accompagnée d'un intermédiaire en qui j'avais une confiance absolue. Mais il y a eu un événement précis, on a dû quitter la ville d'une minute à l'autre : ce n'est que lorsque notre avion a décollé que je me suis calmée et que j'ai décidé d'arrêter de prendre trop de risques... »* Son atout : une femme blanche avec une caméra en main ressemble davantage à une touriste qu'à une journaliste d'investigation. *« Difficile, confirme cette adepte du visa de tourisme, de ne pas se heurter aux politiques, à la police et aux institutions, presque toujours mêlés aux trafics ».*



## MISER SUR LA SOLIDARITÉ

### La méthode italienne

→ Les Italiens Roberto Saviano, auteur de « *Gomorra* », et Lirio Abbate, journaliste pour *L'Espresso*. Tous les deux vivent, à l'instar de Paul Borrrometi, sous protection policière depuis plusieurs années.

© Twitter / Roberto Saviano



Les journalistes menacés sont généralement très soutenus par leurs rédactions, d'où l'importance d'appartenir à une rédaction forte, qui pèse dans le débat public et dispose de partenaires à l'étranger ; le freelance ou celui qui appartient à une petite rédaction locale voit les risques se multiplier à l'infini. Les rédactions assistent financièrement les journalistes menacés, et pas seulement en prenant en charge les frais de justice lorsqu'ils sont poursuivis en diffamation. Le fait d'occuper le terrain, de faire savoir, de parler publiquement est extrêmement important pour juguler la menace. Les journalistes italiens Roberto Saviano et Lirio Abbate ont, par exemple, été très soutenus par leur média

respectif (*La Repubblica* et *L'Espresso*). Lirio Abbate a été récemment nommé vice-directeur de *L'Espresso*. Au-delà de ses indéniables talents de journaliste (il est l'un des meilleurs en Italie pour ses enquêtes, son courage, sa générosité dans le travail...), cette nouvelle fonction renforce sa position, augmente son prestige. Le protège, en quelque sorte. Sans pour autant le mettre à l'abri de la « guerre » larvée menée contre lui par l'Association des avocats italiens (le conflit est né au cours des procès de la « Mafia Capitale », où l'avocat d'un boss arrêté grâce au travail de Abbate a entamé une polémique virulente et apparemment interminable contre le journaliste, relayée par le quotidien de l'Ordre des avocats italiens, *Il dubbio*).

La télévision publique *RAI*, de son côté, essaye de diffuser au mieux ces histoires de journalistes sous la pression mafieuse, interviews et reportages à l'appui. Ces investigateurs sont souvent invités à la télévision pour raconter leurs mésaventures, ils reçoivent par ailleurs des prix qui récompensent leur travail (au cours de la seule année 2018, Paolo Borrrometi a reçu les prix Rocco Chinnici, Premio Ischia Internazionale di Giornalismo et le Premiolino). La Fédération nationale de la presse italienne (FNSI) réalise elle aussi un grand travail, en alertant continuellement l'opinion publique et les médias sur les difficultés rencontrées par les journalistes et des menaces proférées à leur encontre.



→ Les journalistes italiens, s'ils travaillent sur des sujets délicats, peuvent toutefois s'appuyer sur leurs rédactions tant d'un point de vue financier que d'un point de vue psychologique. Les freelance se retrouvent plus facilement démunis.

© Unsplash / headwayio



→  
L'OCCRP, Organized Crime and Corruption Reporting Project, réunit 45 médias dans 34 pays à travers le monde. L'organisation épaula les journalistes d'investigation et a permis, à ce jour, de publier une centaine d'enquêtes.  
© CCO

## Le temps des enquêtes collaboratives

### ■ L'investigation transfrontières de l'OCCRP

Aux yeux du journaliste polonais Tomasz Piatek, il n'existe qu'une seule issue face aux pressions des mafias et de ceux qui surfent dans leur sillage, fonctionnaires ou politiques : la mise en commun des informations entre les journalistes, quel que soit le titre auquel ils sont rattachés et leur nationalité. « *La vérité n'a pas de frontières, ni de marque* », observe-t-il. On serait tenté d'ajouter que la mise en place de réseaux transfrontières a un avantage majeur : tuer un journaliste n'a plus d'intérêt dès lors que ses confrères, à l'abri à l'étranger, reprendront l'enquête là où il l'a laissée.

« *Quand vous vivez et travaillez dans des pays autoritaires où les gouvernements sont ouvertement hostiles aux journalistes, vous ne pouvez survivre qu'en construisant une relation de confiance avec d'autres journalistes et avec le public* », analyse pour sa part **Drew Sullivan**, fondateur de l'[OCCRP](#) (Organized Crime and Corruption Reporting Project), qu'il a lancé en Bosnie main dans la main avec son confrère **Paul Radu**, qui enquêtait sur le même sujet que lui en Roumanie. Le projet prenant de la consistance, ils ont fédéré autour d'eux d'autres collègues dans la région, avec à la clef une première belle récompense, le Global Shining Light Award en 2007. Non seulement le fait de mettre toutes ces énergies en commun permettait de faire des économies, mais aussi d'aller plus vite et de taper plus juste. L'aventure a d'abord pris la forme d'une plateforme d'échange, avec possibilité de souscrire des assurances à

un prix avantageux et de grouper les achats, notamment de données. Pragmatique avant tout, [l'OCCRP](#) a rapidement été reconnu comme un réseau suffisamment efficace pour s'attaquer aux réseaux du crime organisé.

Aujourd'hui, l'OCCRP réunit 45 médias à travers 34 pays et se présente volontiers, selon les mots de sa directrice des partenariats, Camille Eiss, comme une sorte de « *Uber* » du reportage d'investigation, rassemblant des éditeurs, des documentalistes, des techniciens à même d'appuyer le travail des investigateurs. « *Nos reportages et enquêtes à travers le monde sont coordonnés par une équipe de plus de 20 rédacteurs en chef régionaux et internationaux. Pour chaque enquête, nous mettons des équipes sur pied. Grâce à cette organisation, nous sommes en mesure de publier plus de 100 enquêtes par an. L'OCCRP est ainsi désormais le plus grand producteur de contenus d'investigation au monde.* »

Dans la plupart des pays où l'organisme est implanté, à commencer par les Balkans et le Caucase, les médias indépendants sont non seulement fragiles, mais sérieusement menacés, en particulier lorsqu'ils s'attaquent aux complicités des autorités locales avec le crime organisé. Outre un soutien logistique, une assistance en matière de sécurité et une assistance juridique, la plateforme aide à contourner la censure. En croissance permanente, ses promoteurs ont récemment initié une présence en Amérique latine, au Moyen-Orient et en Afrique, joignant leurs efforts à ceux des réseaux déjà en place comme Arij, Birn, Connectas Icoj, GIJN... Tous fondés sur le même modèle de l'enquête sans frontière.

### ■ La team cambodgienne

« Notre groupe de journalistes-citoyens et d'activistes, [Mother Nature Cambodia](#) (MNC), a pour but de dénoncer les crimes environnementaux commis par la dictature cambodgienne, explique l'un des porte-parole de cette équipe cambodgienne. Nous travaillons également en partenariat avec les communautés locales victimes d'expropriation, de l'exploitation de leurs ressources et d'autres violations des droits de l'Homme perpétrées par des organes de l'État ou des magnats et des entreprises privées qui leur sont directement liées. Certains de nos journalistes sont basés à l'étranger, soit pour des raisons de sécurité, soit parce qu'ils figurent sur une liste noire qui les empêche de revenir au Cambodge. Les autres travaillent de manière confidentielle en raison des nombreuses arrestations dont ont été victimes des membres de notre équipe. Six d'entre eux ont purgé des peines de plusieurs mois sur de fausses accusations », explique l'un des collaborateurs qui souhaite garder l'anonymat pour des raisons de sécurité.

La jeune équipe cambodgienne (ses membres ont entre 24 et 37 ans) est entrée en piste en 2012 avec une première enquête visant à dénoncer l'exploitation à grande échelle des bois rares, qui représentait des centaines de millions de dollars, directement par l'Etat cambodgien ou par de puissants magnats liés aux plus hautes sphères de la dictature. La campagne suivante était destinée à interrompre la construction d'un barrage hydroélectrique frauduleux, le dragage et l'exportation de sable, également frauduleux et les expulsions dues à l'exploitation aurifère. Après les déboires du début, de sévères mesures de sécurité ont été mises en place, tant pour protéger les journalistes que leurs échanges et communications. Impossible de se parler par des voies non cryptées ou de communiquer avec les sources sans prendre de multiples protections. « *L'identité des membres de MNC n'est jamais dévoilée publiquement*, poursuit notre interlocuteur. *Ils ne divulguent pas davantage leur appartenance au groupe lors de leurs enquêtes. Nous suivons également une politique stricte en matière de sécurité financière.* » Des mesures d'autant plus vitales que les menaces, dans ce pays, viennent généralement d'organes directement liés à l'Etat.



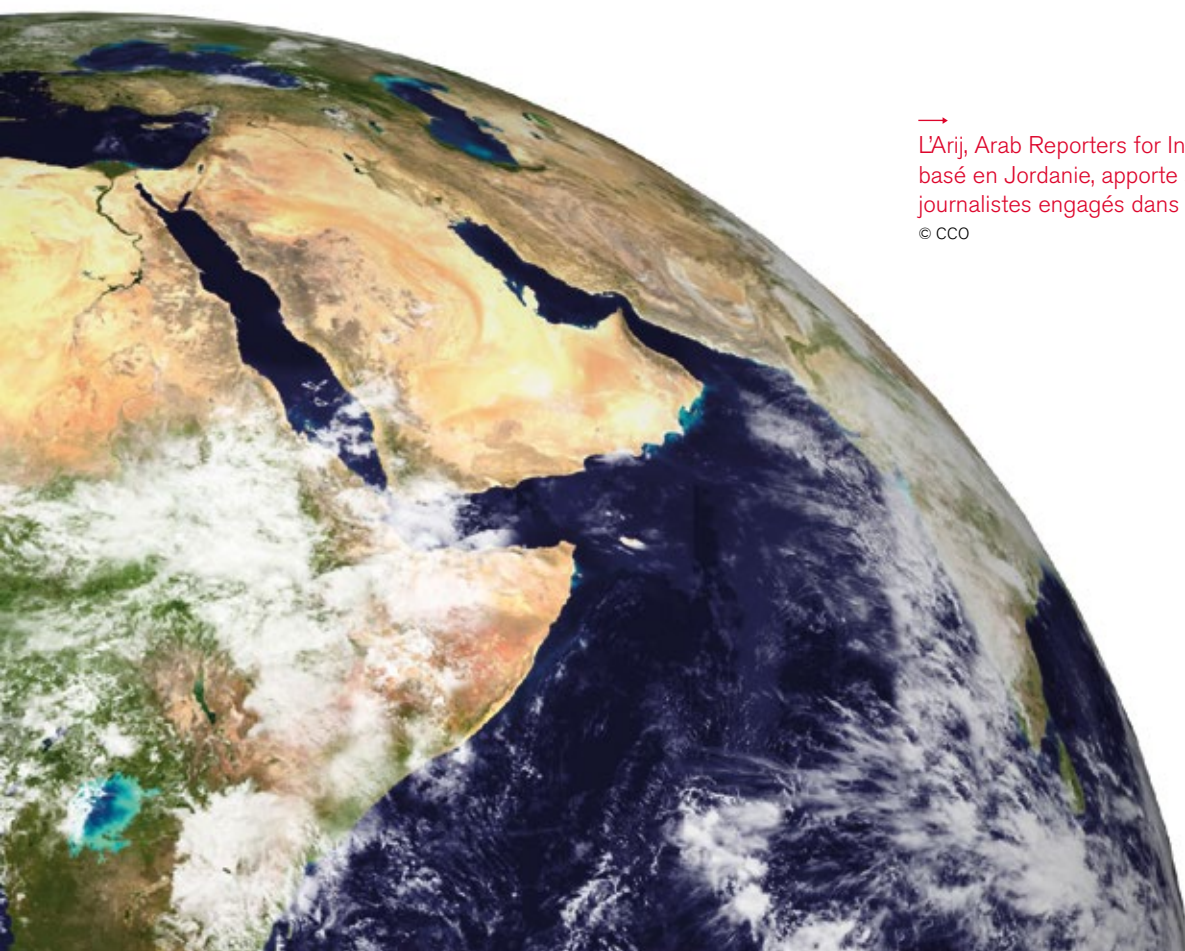
## **Arij, pour promouvoir le journalisme de responsabilité au Moyen-Orient**

Basé à Amman en Jordanie, [l'Arab Reporters for Investigative Journalism \(Arij\)](#) se présente comme le premier réseau régional pour la promotion du journalisme « de responsabilité » auprès des journalistes, des rédacteurs en chef et des enseignants en journalisme du monde arabe, avec à l'appui un manuel (Story-Based Inquiry) rappelant les fondamentaux du métier.

*« L'Arij soutient des journalistes engagés qui font preuve de courage dans l'exercice de leur métier, l'un des plus dangereux, dans l'une des régions les plus exposées en matière de liberté de la presse, explique un responsable du réseau. Les rédacteurs en chef et les journalistes qui exercent par le biais de l'Arij sont guidés par leur mission de chiens de garde », poursuit notre interlocuteur.*

Chaque enquête bénéficie d'une évaluation de sécurité, et plus particulièrement celles qui mettent en cause de puissantes personnalités impliquées dans des actes de corruption. *« A nos yeux, la mafia ne se limite à une simple organisation, précise notre interlocuteur. Nos journalistes sont confrontés à des associations criminelles constituées de groupes plus ou moins importants de politiciens, en activité ou non, en cheville avec "l'Etat profond", cette élite économique et politique qui cherche à préserver le statu quo et maintient des avantages et des privilèges personnels aux dépens de l'intérêt public ».*

Depuis sa création en 2006, l'Arij a soutenu la réalisation de plus de 470 enquêtes (presse écrite, multimédia et vidéo). Chacune d'entre elles a apporté des changements bénéfiques, dont certains furent radicaux, que ce soit quelques jours seulement après leur diffusion ou, progressivement, sur plusieurs années. Dans le cadre de ces enquêtes, l'Arij a participé à plus de 70 collaborations transfrontalières et a rejoint l'[ICIJ](#) (International Consortium of Investigative Journalism – Consortium international du journalisme d'investigation) et l'OCCRP pour rendre compte de la corruption dans leur propre région, en lien avec les affaires internationales de crime organisé et de corruption : les Panama Papers, SwissLeaks, LuxLeaks, etc.



→  
L'Arij, Arab Reporters for Investigative Journalism, basé en Jordanie, apporte son soutien aux journalistes engagés dans le monde arabe.

© CCO

**REPORTERS SANS FRONTIÈRES** assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte 6 bureaux à l'international (Rio, Londres, Tunis, Washington DC, Bruxelles et Taipei) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

Secrétaire général : **CHRISTOPHE DELOIRE**  
Rédaction en chef : **VIRGINIE DANGLES**  
Auteur : **FRÉDÉRIC PLOQUIN**

**SECRETARIAT INTERNATIONAL**  
CS 90247  
75083 PARIS CEDEX 02  
TÉL. +33 1 44 83 84 84  
WEB : [WWW.RSF.ORG](http://WWW.RSF.ORG)

**REPORTERS  
SANS FRONTIÈRES**  
POUR LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION